

L'Exploiteur

RUB Bochum
Inst. z. Gesch.
d. Arbeiterbew.

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale



Notre politique

Le troisième Congrès du Parti Communiste Internationaliste, qui s'est tenu fin septembre, a longuement discuté du problème de la guerre, car, commencée en Espagne et en Chine, son extension dépend d'un incident minime.

Personne ne se trompe sur l'orientation des puissances fascistes qui veulent plus de place au soleil. Mais le pacifisme des démocrates vaut bien le bellicisme des Etats fascistes.

Les discours de Roosevelt ? Wilson employa les mêmes mots pour justifier la participation des Etats-Unis à la guerre. Roosevelt n'intervient pas pour la Chine, mais contre le concurrent japonais.

Quant à la France et à l'Angleterre, leur « faiblesse » pendant un an semble, depuis Nyon, préparer un retour offensif. Mussolini ne veut pas discuter avec elle ; il veut palabrer au Comité de non-intervention à Londres. L'Humanité est impatiente de voir rétablir le commerce libre avec l'Espagne gouvernementale. Delbos et Eden vont moins vite ; ils donneraient quinze jours au Comité de Londres pour le retrait des « volontaires », sinon, non seulement le commerce sera rétabli, mais il est question... d'une occupation française ou franco-anglaise à Minorque et dans le Maroc espagnol.

« Des canons, des avions pour l'Espagne » criaient l'an dernier les travailleurs. Par le Front populaire, par le Parti communiste, notamment, la révolution a été torpillée en Espagne. L'héroïsme des prolétaires d'Espagne a été exploité pour mieux préparer « le Front français », « la France aux Français ».

Quelques dirigeants S.F.I.O. font la grimace devant ce dernier mot d'ordre, béril de Drumont et de la fine fleur de la réaction et de l'antisémitisme en France. Mais leur grimace n'est qu'une comédie. Car si Thorez est pour le « Front français », Blum travaille à le réaliser de son côté.



L'Union sacrée, ils la préparent, tous, avec frénésie. Ils gavent le cerveau des ouvriers de patriotisme, de chauvinisme.

Notre Parti Communiste Internationaliste s'y refuse catégoriquement, farouchement. Non pas au nom d'une morale pacifiste abstraite, mais au nom des intérêts du prolétariat.

La guerre, c'est pour les intérêts de nos exploités qu'il faudrait la faire, c'est pour défendre les fortunes qu'ils ont amassées sur la peine, le travail, la santé des travailleurs. La guerre, c'est pour renforcer, agrandir leurs sources de rapine. Ils voudront l'affubler d'orange criard : « défense de la démocratie », « défense de l'U.R.S.S. », ces messieurs du Comité des Forges, des Houillères, de la C.G.P.F., etc... ne se nourriront pas de ces mots, ils chercheront à épargner leurs richesses (comme le bassin de Briey) et à en obtenir d'autres avec la peau des prolétaires.

Contre cette guerre impérialiste, pas de pacifisme impuissant, mais, dès maintenant, la lutte de classes implacable ; pendant la guerre, lutte de classes, fraternisation avec « l'ennemi », pour affaiblir son propre impérialisme, jusques et y compris sa défaite. C'est la voie la plus directe, la seule certaine pour la victoire de la révolution prolétarienne.

Contre cette guerre, la lutte à la manière des travailleurs sous l'uniforme du 17^e R.I.F. que l'on a pu lire la semaine dernière dans « la Commune ». Ceux qui ne sont nullement « fiers d'être soldats » de la bourgeoisie ont affirmé leur volonté de combattre sans cesse, sans défaillance, avec passion, comme soldats de la révolution prolétarienne.

La poignée d'internationalistes de 1914 a triomphé en 1917. C'est encore la poignée de militants internationalistes, aujourd'hui traqués de toutes parts, qui, demain, triomphera par la destruction du régime capitaliste.

Des camarades de province doutent que le parti stalinien ait collé l'affiche « La France aux Français », que nous avons publiée la semaine dernière. TOUS LES PROLÉTAIRES DE LA REGION PARISIENNE L'ONT VUE. Deux jours après, Dormoy expulsait les réfugiés espagnols.



« La France aux Français »

Les élections passées, les vrais problèmes subsistent...

Pour de prochaines luttes

Contre l'offensive patronale, pour la contre-offensive ouvrière,
Organisation des conseils d'entreprises !

ENTRE le premier et le second tour se mijote la cuisine électorale, tandis que chacun se félicite de ses succès et de l'échec des partis adverses. Les élections n'ont, en réalité, que très mal permis de connaître ce qui se passe dans les masses. Quelques pertes, quelques gains, mais aucun mouvement appréciable. Rien de trop surprenant puisqu'il s'agissait d'un scrutin pour une assemblée dont le seul pouvoir concerne l'entretien de quelques routes et les subventions à quelques fanfares et sociétés locales. Aucune campagne électorale ne pouvait animer les masses travailleuses pour un objet qui passait à côté des vrais problèmes.

Car il y a les problèmes qui restent à résoudre, des problèmes qui sont autrement plus sérieux que les combinaisons pour le second tour.

Quels problèmes ? C'est, en premier lieu, celui qui, chaque jour, se fait plus angoissant : la vie chère. Il faut converger tous les mécontentements. Les stalinien, flairant le danger, s'apprêtent à tirer la soupape de sûreté en faisant organiser, par l'Union des Syndicats de la Région parisienne, qui est entre leurs mains, une vaste manifestation qui sera probablement constituée par un meeting, à Vincennes ou quelque autre tribune traditionnelle, où rien de concret ne sera proposé, d'où il ne peut rien sortir que quelques jours de gagnés pour la tranquillité de ces messieurs du Front Populaire.

Mais la vie chère n'est pas seule. Il y a le problème posé par l'offensive patronale contre les lois sociales, par sa résistance acharnée aux 40 heures, par l'appui que lui donnent sans vergogne les pouvoirs publics. L'exemple d'Alger est des plus frappant. Le patronat des grands magasins de cette ville ne s'incline pas devant l'arbitrage. Les grévistes sont brutalisés par la police. Le Secrétaire de l'Union Syndicale est poursuivi. La grève englobe tous les employés, l'effervescence gagne tous les travailleurs d'Alger. Le gouvernement ne sait répondre qu'en instaurant presque l'état de siège. Veut-il encore faire couler le sang en Afrique du Nord ? Après Metzouli, après Meknès, serace à Alger ?

Il y a le problème du chômage à nouveau croissant. Quelles branches sont touchées ? Le Bâtiment, pour des raisons un peu différentes ? Les Métaux où les manœuvres patronales se montent ? Nous ne pouvons préciser, mais c'est encore une brèche dangereuse pour le maintien des lois acquises.

Dans toute la mesure de ses forces, le Parti Communiste Internationaliste qui a suivi jour par jour les évolutions de la classe ouvrière et de la situation dans son ensemble, persévérera dans la lutte pour le programme exprimé chaque semaine dans les colonnes de « la Commune ».

La faillite du capitalisme est complète. Premier objectif des travailleurs, s'ils ne veulent pas en subir les conséquences : voir clair dans cette gestion désastreuse, en instaurant leur CONTRÔLE sur l'économie.

Sous quelle forme ? Par des CONSEILS D'ENTREPRISE (Soviets) qui seront la véritable expression démocratique de la classe ouvrière.

Par quels moyens lutter ? Pour briser l'offensive patronale et engager la contre-offensive ouvrière, il faut dès maintenant PREPARER LA GREVE GENERALE. Dans chaque entreprise, il faut travailler à la constitution de Conseils d'entreprise, pour s'opposer à toute agression patronale, pour préparer la grève dans l'usine d'abord, pour préparer l'occupation des entreprises, pour pré-

parer la grève générale, en se liant aux travailleurs des autres entreprises.

Dans la réalisation de cette tâche, il serait dangereux d'oublier l'ARMEMENT DU PROLETARIAT. Le récent assassinat fasciste de Saint-Fons montre une fois encore que si l'on persévère, les morts seront toujours du même côté. Il est grand temps de constituer des MILICES OUVRIERES.

Le soir du premier tour, après les premiers résultats, Chautemps serait rentré rassuré chez lui. Les bulletins de vote auraient consolidé son ministère. Mais ce n'est pas une question de bouts de papier. C'est une question de savoir qui aura la propriété et qui aura les armes, qui dirigera la société. Le ministre Chautemps a peut-être rassuré les capitalistes en frappant les travailleurs. Ce n'est pas par leurs bulletins de vote que ceux-ci le chasseront, mais par une action de classe, organisée par leurs Conseils d'entreprise, qui constitueront dans l'avenir la base du pouvoir des ouvriers et des paysans.

Face à l'offensive patronale, la classe ouvrière a pu être momentanément surprise, d'autant plus que ceux qui la dirigeaient l'ont laissée désorientée ; mais elle n'est pas brisée, elle se ressaisit, on en aperçoit un peu partout. Aussi c'est pour la prochaine bataille qu'il faut se préparer.

Dans toute la mesure de ses forces, le Parti Communiste Internationaliste qui a suivi jour par jour les évolutions de la classe ouvrière et de la situation dans son ensemble, persévérera dans la lutte pour le programme exprimé chaque semaine dans les colonnes de « la Commune ».

La faillite du capitalisme est complète. Premier objectif des travailleurs, s'ils ne veulent pas en subir les conséquences : voir clair dans cette gestion désastreuse, en instaurant leur CONTRÔLE sur l'économie.

Sous quelle forme ? Par des CONSEILS D'ENTREPRISE (Soviets) qui seront la véritable expression démocratique de la classe ouvrière.

Par quels moyens lutter ? Pour briser l'offensive patronale et engager la contre-offensive ouvrière, il faut dès maintenant PREPARER LA GREVE GENERALE. Dans chaque entreprise, il faut travailler à la constitution de Conseils d'entreprise, pour s'opposer à toute agression patronale, pour préparer la grève dans l'usine d'abord, pour préparer l'occupation des entreprises, pour pré-

parer la grève générale, en se liant aux travailleurs des autres entreprises.

Dans la réalisation de cette tâche, il serait dangereux d'oublier l'ARMEMENT DU PROLETARIAT. Le récent assassinat fasciste de Saint-Fons montre une fois encore que si l'on persévère, les morts seront toujours du même côté. Il est grand temps de constituer des MILICES OUVRIERES.

Le soir du premier tour, après les premiers résultats, Chautemps serait rentré rassuré chez lui. Les bulletins de vote auraient consolidé son ministère. Mais ce n'est pas une question de bouts de papier. C'est une question de savoir qui aura la propriété et qui aura les armes, qui dirigera la société. Le ministre Chautemps a peut-être rassuré les capitalistes en frappant les travailleurs. Ce n'est pas par leurs bulletins de vote que ceux-ci le chasseront, mais par une action de classe, organisée par leurs Conseils d'entreprise, qui constitueront dans l'avenir la base du pouvoir des ouvriers et des paysans.

parer la grève générale, en se liant aux travailleurs des autres entreprises.

Dans la réalisation de cette tâche, il serait dangereux d'oublier l'ARMEMENT DU PROLETARIAT. Le récent assassinat fasciste de Saint-Fons montre une fois encore que si l'on persévère, les morts seront toujours du même côté. Il est grand temps de constituer des MILICES OUVRIERES.

Le soir du premier tour, après les premiers résultats, Chautemps serait rentré rassuré chez lui. Les bulletins de vote auraient consolidé son ministère. Mais ce n'est pas une question de bouts de papier. C'est une question de savoir qui aura la propriété et qui aura les armes, qui dirigera la société. Le ministre Chautemps a peut-être rassuré les capitalistes en frappant les travailleurs. Ce n'est pas par leurs bulletins de vote que ceux-ci le chasseront, mais par une action de classe, organisée par leurs Conseils d'entreprise, qui constitueront dans l'avenir la base du pouvoir des ouvriers et des paysans.

Face à l'offensive patronale, la classe ouvrière a pu être momentanément surprise, d'autant plus que ceux qui la dirigeaient l'ont laissée désorientée ; mais elle n'est pas brisée, elle se ressaisit, on en aperçoit un peu partout. Aussi c'est pour la prochaine bataille qu'il faut se préparer.

Dans toute la mesure de ses forces, le Parti Communiste Internationaliste qui a suivi jour par jour les évolutions de la classe ouvrière et de la situation dans son ensemble, persévérera dans la lutte pour le programme exprimé chaque semaine dans les colonnes de « la Commune ».

La faillite du capitalisme est complète. Premier objectif des travailleurs, s'ils ne veulent pas en subir les conséquences : voir clair dans cette gestion désastreuse, en instaurant leur CONTRÔLE sur l'économie.

Sous quelle forme ? Par des CONSEILS D'ENTREPRISE (Soviets) qui seront la véritable expression démocratique de la classe ouvrière.

Par quels moyens lutter ? Pour briser l'offensive patronale et engager la contre-offensive ouvrière, il faut dès maintenant PREPARER LA GREVE GENERALE. Dans chaque entreprise, il faut travailler à la constitution de Conseils d'entreprise, pour s'opposer à toute agression patronale, pour préparer la grève dans l'usine d'abord, pour préparer l'occupation des entreprises, pour pré-

parer la grève générale, en se liant aux travailleurs des autres entreprises.

Dans la réalisation de cette tâche, il serait dangereux d'oublier l'ARMEMENT DU PROLETARIAT. Le récent assassinat fasciste de Saint-Fons montre une fois encore que si l'on persévère, les morts seront toujours du même côté. Il est grand temps de constituer des MILICES OUVRIERES.

Le soir du premier tour, après les premiers résultats, Chautemps serait rentré rassuré chez lui. Les bulletins de vote auraient consolidé son ministère. Mais ce n'est pas une question de bouts de papier. C'est une question de savoir qui aura la propriété et qui aura les armes, qui dirigera la société. Le ministre Chautemps a peut-être rassuré les capitalistes en frappant les travailleurs. Ce n'est pas par leurs bulletins de vote que ceux-ci le chasseront, mais par une action de classe, organisée par leurs Conseils d'entreprise, qui constitueront dans l'avenir la base du pouvoir des ouvriers et des paysans.

Face à l'offensive patronale, la classe ouvrière a pu être momentanément surprise, d'autant plus que ceux qui la dirigeaient l'ont laissée désorientée ; mais elle n'est pas brisée, elle se ressaisit, on en aperçoit un peu partout. Aussi c'est pour la prochaine bataille qu'il faut se préparer.

Dans toute la mesure de ses forces, le Parti Communiste Internationaliste qui a suivi jour par jour les évolutions de la classe ouvrière et de la situation dans son ensemble, persévérera dans la lutte pour le programme exprimé chaque semaine dans les colonnes de « la Commune ».

« De source sûre... » Gangstérisme contre-révolutionnaire

APRÈS IGNACE REISS, ERWIN WOLFF

Une petite phrase parue dans l'Humanité du 22 septembre dernier. Une tentative de vol venait d'échouer la veille rue Mathurin-Moreau ; la police avait procédé à des arrestations. Le journal stalinien écrivait :

« De source sûre, nous savons que ces individus étaient étroitement liés aux milieux anarchistes et trotskystes qui, après avoir commis des attentats dans les sièges patronaux, s'attaquent maintenant aux organisations ouvrières. »

Ainsi, « de source sûre », l'Humanité sait qui attaque les organisations patronales et les organisations ouvrières. Le respect des Staliniens pour le patronat est désormais quelque chose d'incontesté (M. Ducloux demande qu'on renforce la garde de la Banque de France). Mais voyons un peu qui, « de source sûre », s'attaque aux militants du prolétariat.

« De source sûre », qui a assassiné les anarchistes Durutti et Berneri ? Qui a assassiné le poumiste Nin ? Qui a fait disparaître le social-démocrate Marc Rein ?

« De source sûre », qui a cambriolé les archives de Trotsky rue Michelet, à Paris ? Qui a perquisitionné à Neuilly chez la femme de Maurin ?

Staline a-t-il ordonné, en personne, l'assassinat d'Ignace Reiss ?

Ignace Reiss avait rompu avec le Guépéou et déclara « retourner à Lénine ». Il commença par dénoncer et faire avorter une machination du Guépéou contre le camarade allemand Grilewicz, émigré en Tchécoslovaquie où il fut arrêté mensongèrement pour espionnage et qui a dû être relâché en conséquence. N'est-ce pas pour avoir fait connaître l'INTERVENTION DIRECTE DE STALINE, PAR TELEPHONE, DE MOSCOU, dans cette machination, que celui-ci le fit exécuter sans tarder ?

Et voici un autre crime de Staline.

Erwin Wolff, partisan de la IV^e Internationale, militant tchécoslovaque, a été, lui aussi, enlevé en Espagne par les Staliniens. Se rendant à un rendez-vous que lui avait fixé un de leurs agents dans la rangée de nos camarades, il tomba dans un guet-apens et a disparu. Il aurait été emmené sur un navire soviétique.

Le Guépéou agit impunément, aussi impunément d'ailleurs que les autres polices contre-révolutionnaires (Gestapo, Ova...). Nous ne nous étonnons pas et n'avons nul besoin de l'indignation de la presse réactionnaire pas plus que des mévierres social-démocrates.

La protection des lois démocratiques contre ce gangstérisme ? A d'autres. Policiers et magistrats multiplient perquisitions et interrogatoires. Plusieurs de nos militants ont eu la visite de la flicaille ; les juges d'Instruction leur demandent ce qu'ils ont fait le soir des attentats de l'Étoile.

Contre le gangstérisme stalinien, le reste d'abord aux militants révolutionnaires à prendre leurs propres dispositions, à ne pas laisser des camarades tomber victimes sans représailles. Enfin, c'est aux ouvriers que nous lançons un cri d'alarme : ne tolérez plus ce gangstérisme, ce ne sont pas quelques militants que vous perdez, c'est votre cause que vous ruinez, c'est la contre-révolution à qui vous laissez le champ libre.

La disproportion numérique peut sembler aujourd'hui insurmontable. Erreur ! C'est parce qu'ils savent combien leurs positions sont branlantes que les Staliniens multiplient leurs crimes. Mais ils ne se savent pas. La révolution, la IV^e Internationale se feraient leur chemin.

D'une semaine à l'autre

La semaine écoulée a été marquée par une nouvelle baisse des prix mondiaux des matières premières ; pour le coton, ce fut un très vil recul à New-York. Voilà plusieurs semaines que la Bourse s'effondre aux Etats-Unis. Attention ! le krach boursier de 1929 à Wall Street, fut le signe annonciateur d'une vaste crise. Le capitalisme sent l'ère de difficultés économiques graves réapparaître... L'hiver sera dur.

En France, augmentation de 2.171 chômeurs dans la Région parisienne, principalement dans le Bâtiment. Mais d'autres industries (même la Métallurgie) sont également touchées. La campagne contre la main-d'œuvre étrangère se développe. « La France aux Français » dit « l'Humanité ». Elle trouve malheureusement de l'écho parmi des ouvriers qui, devant les difficultés, au lieu de s'en prendre à leurs maîtres : les capitalistes, jettent un mauvais œil sur leurs camarades de misère.

La Fédération des Travailleurs de l'Agriculture (C.G.T.), mène une sourde campagne contre les travailleurs agricoles étrangers. C'est ainsi qu'on prépare l'Union sacrée.

Les craintes pour l'hiver ont suscité en France un grand mécontentement contre la vie chère. Les bureaucrates ont essayé de l'endiguer par des réunions locales sans conclusions ; ils jetèrent du lest, mais ne s'attaquèrent pas au mal : le pouvoir capitaliste et ses soutiens.

Conclusion : du bruit pour rien !

Grande activité diplomatique la semaine écoulée. Roosevelt rééditant Wilson, pré-

sent pacifiste impérialiste des Etats-Unis pendant la guerre, cherche à préparer l'esprit pour l'intervention en Chine. « Tir les premiers, Messieurs les Anglais ! », se ble-t-il dire. Mais l'impérialisme anglais rappelle comment, lors du traité de Versailles, les Etats-Unis se sont défilés, puis mire l'Europe à la portion congrue ; aussi Chamberlain a laissé entendre qu'il n'était pas prêt de partir le premier : « Grande Amérique à vous l'honneur ! Nous verrons après... » La tension s'accroît.

Le problème est posé : En Chine et Europe, les vieux impérialismes repus laisseront-ils, oui ou non, enlever des positions importantes par les impérialismes faibles ?

C'est la question des Baléares, du Maroc de la Tunisie, de l'Égypte et de la troisième frontière à défendre qui est derrière l'affaire « volontaires » et non le souci de se tenir les ouvriers espagnols contre Franc. C'est la volonté de garder le marché chinois ouvert qui anime Roosevelt, et non l'opposition au massacre des Chinois.

Les marchands continuent pour l'Égypte Centrale et la Méditerranée. Mais, malgré ses sourires, l'Italie, envoie des troupes en Libye pour menacer l'Égypte. Et la France parle de ravitailler Valence.

Plus le danger de guerre devient de plus en plus le facteur important de la politique intérieure. Le Parti communiste français continue plus que jamais à prêcher l'Union sacrée, « l'Humanité » monte Herriot en épigone, oubliant de citer les paroles que Doude prononcées sur « l'ordre » et l'état éphémère du Reich hitlérien à la suite de son voyage de vacances.

En même temps, on pèse sur le volon de lutte des ouvriers. Au nom du « danger extérieur », on porte atteinte aux lois sociales.

Chefs socialistes et communistes tente une diversion en rejetant à tour de rôle les responsabilités commues sur le dos de comère d'en face. D'où un échange de coups doux entre la C.A.P. socialiste et le Bureau Politique du P.C.F. au sujet de Pivert et Lagorgette.

Le franc a subi de rudes attaques la semaine écoulée, incontestablement de « Cité » et du Stock Exchange, quoique coup venait apparemment d'Amsterdam d'autres petits pays.

La crise du franc a servi aussi de motif pour l'union de la Nation française. Biju embrase Chautemps pendant que Frachet Jouhaux se déclare d'accord pour exarner « l'aménagement » des 40 heures, c'est à dire ce que cela veut dire !

Ces embrassades ont donné lieu à un reprise de la confiance... des gros capitalistes dans leurs possibilités de continuer à exploiter les masses. La Bourse a remonté, les rentes et les valeurs françaises ont fini la semaine dernière à des cours en hausse.

La marmite prolétarienne bout cependant plusieurs incidents graves ont marqué les derniers jours de la campagne électorale. Le résultat des élections apporte une déception aux stalinien. Le calcul électoral : « P. tience, après les élections. Thorez sera à pelé au pouvoir » s'est avéré faux. Toutes les rissettes à Herriot, Chautemps, etc., n'auront somme servi qu'à redorer le blason de cette maffia. Mais les masses accepteront enes longtemps encore toutes ces palinodies

Scission dans l'U. G. T.

Les derniers événements d'Espagne

Le déplacement du Gouvernement de Valence à Barcelone

DANS un autre article, nous commençons l'examen des problèmes de la révolution espagnole et du rôle joué par les différentes organisations dans cette lutte grandiose. Ici, nous voulons attirer l'attention sur quelques événements récents.

Signalons : la scission dans l'U.G.T., la démission de Companys, le transfert probable du gouvernement de Valence à Barcelone. Tous ces événements se tiennent.

Scission dans l'U.G.T. Elle a été faite sous l'instigation des Staliniens par une fraction du parti socialiste. Elle a été faite au cri : Vive l'unité. La fraction Caballero s'épanche encore en quelques doléances timides et quasi confidentielles. Caballero et les siens capituleront devant Staline comme jadis devant Primo de Rivera ou Gil Robles.

La scission faite dans l'U.G.T. et la C.N.T. étant définitivement compro-

mise (un Pestana y retrouve place), le gouvernement espagnol pourra être élargi. Les Staliniens sont satisfaits, ils pourront mieux dominer encore.

Il y avait un gros obstacle : l'autonomie de la Catalogne. Ils le surmontent en semant la confusion dans les masses. D'abord, démission de Companys, au milieu de phrases creuses. Par suite, il sera difficile de reconstituer la Généralité. Et, en même temps, il est question d'amener à Barcelone le pouvoir jusque-là établi à Valence. La Généralité dépourvue de vie et d'impulsion, le pouvoir espagnol accentué dans un sens bureaucratique et militariste, il n'est pas difficile de comprendre que, s'il doit y avoir conflit de ces deux pouvoirs installés dans la même ville, l'un aura facilement raison de l'autre.

« L'unité antifasciste » n'a pas fini de nous montrer ses beautés.

EN 4^e PAGE
L'EXPLOITEUR DES METAUX
Organe des Métallurgues Communistes Internationalistes

es problèmes de la construction de la IV^e Internationale

ES FAITS SONT LES FAITS...

ET LES FAITS SONT OBSTINES

ES partisans de la IV^e Internationale ne sont encore dans le monde qu'une faible minorité. Il ne peut en être autrement dans la situation présente; seule une avant-garde numériquement faible résistera consciencieusement au courant stalinien, durant la période de regroupement, la quantité aura une importance, mais la qualité est décisive. Le rôle de l'organisation de l'avant-garde, c'est de développer la qualité; ses cadres militants internationaux et de créer ainsi les conditions qui permettent un regroupement de masse autour du programme des partisans de la IV^e Internationale, exprimant les aspirations de la classe des masses opprimées et qui trouvera, de ce fait, en masses, une large base de développement.

L'accord sur les problèmes fondamentaux, sur le programme, est la condition de l'adhésion au Centre pour la IV^e, et c'est justement nous ne concevons pas l'Internationale comme un carrelage de programmes différents, pas plus que nous ne la concevons comme une Fédération de Sections; l'Internationale sera le Parti mondial avec ses Sections nationales.

L'organisme international, le Centre pour la IV^e Internationale, devrait avoir pour rôle le regroupement des adhésions de Groupes; la préparation démocratique d'un Congrès constitutif, sans hâte, mais sans retard. Il s'agit pas d'attendre une victoire révolutionnaire pour constituer l'Internationale, mais de la constituer pour créer les conditions de la victoire.

LE CENTRE POUR LA IV^e

Parallèlement à cette tâche importante de préparation du Congrès constitutif, le Centre pour la IV^e devrait porter la responsabilité de la coordination des forces et de la direction politique. La création de ce Centre pour la IV^e a donné lieu à des débats au cours desquels a été repoussée la conception; le Centre, c'est la IV^e, la IV^e est créée; cette conception artificielle fut sage dans la conférence internationale qui avait été convoquée sans aucune préparation à la base des différentes organisations participantes.

En France, la partie du Comité Central, en raison fractionnelle avec Trotsky, avait entraîné l'autre partie du même Comité Central, dans l'ignorance de cette conférence!

Ceci se passe de commentaires!

Depuis cette conférence, une section adhérente (le R.S.A.P. de Hollande) a retiré son adhésion du Centre pour la IV^e. De nombreux documents ont été échangés à ce sujet, mais on continue, dans les groupes officiels, à présenter la rupture comme un cas Sneeket, en mettant en évidence les positions politiques du camarade Sneeket sur le P.O. M., positions politiques avec lesquelles nous nous sommes désaccordés, mais sur lesquelles Sneeket serait en minorité dans le R.S.A.P. La raison attribuée au retrait du S.A.P. serait donc pour le moins inexacte. R.S.A.P. ne serait pas d'accord, selon sa base, avec les méthodes qui président à la constitution de la IV^e Internationale.

Un des dirigeants du P.O.I. (qui n'est pas errata S.F.I.O.), décrétait le R.S.A.P., un Parti socialiste de gauche; les membres décapitaient les forces du R.S.A.P. pour démontrer la valeur des mesures bureaucratiques contre des minorités, mesures auxquelles participait le délégué du R.S.A.P. l'époque...

Les faits n'ont rien de commun avec les estimations optimistes ou les sous-estimations intéressées. Ce sont les faits et il est veu qu'un Parti ouvrier, le plus fort numériquement de ceux adhérant au Centre pour la IV^e, ait retiré son adhésion, sans être pour lui plus ni moins désaccordé qu'avant. Le Parti avait gardé le silence devant la défection? Comment ne l'aurait-il pas en présence des colonnies infectées que nous avons déversé sur notre organisation et ses militants, colonnies qui font partie de la race: « Ou vous cédez, ou vous serez sés ». Céder devant une semblable menace, c'eût été être brisé, c'eût été confondre les moyens de bâtir l'outil de la Révolution et des marchandises.

Nous n'avons pas cédé. Les faits sont obés, ils auront raison des colonnies. Le supe de militants qui contribua à la création de l'opposition de gauche ne méritait pas la siége exagérés qu'il ne justifie la omnie. Ces militants qui n'ont pas cédé, ont les méthodes de ce qui fut I.C., ne feront pas devant la caricature de ces méthodes. Leur intransigence, leur travail sériel de sérieux points d'appui pour la constitution de la IV^e Internationale.

La direction du P.O.I. se dérobe à toute communication entre les deux tronçons de cheviks-léninistes, entre des militants et deux organisations sont tombés en Espagne pour la IV^e Internationale. Mais le O.I. a toujours préféré des palabres commodes — qui se nomment à tort « front unique » — à toute action concertée. Nous nous vu le P.O.I. faire avec Zyromski et errat, et sans les dénoncer, un meeting contre le blocus... Zyromski et Ferrat ont aujourd'hui ouvertement et en bloc solitaires du Parti stalinien en Espagne. Aussi, rec Bergery (« il faut que la France pense sa sécurité coloniale... ») et M. Pivert, le O.I. lance un appel, après avoir dit: les organisations soussignées écartant les vengences qui les séparent, est affirmé: Le sort de nos frères d'Espagne s'aggrave jour en jour, après Bilbao, Santander... Pourquoi? Parce que la II^e et la III^e Internationales, au lieu de mobiliser les masses contre le blocus, se sont bornées à faire des tracas... (sic).

Puis: « Travailleurs! C'est la révolution qui est en danger, c'est le SORT (SOCIÉTÉ DE LA GUERRE) (reste) qui commencent gravement la répression stalinienne ou rougeuse ».

L'appel exprime, il est vrai, que REISS avait rejoint les rangs de la IV^e Internationale (qui, rappelons-le, est à construire...), mais cette phrase accreditée la thèse de direction du P.O.I.: « Paris vaut bien une liasse ».

La seule action sérieuse pouvait être engagée par les bolcheviks-léninistes; leurs forces unies auraient pu contraindre les formations centristes à un front unique d'action et la base au sommet, front unique ayant en répercussion moins passagère que ces meetings et profitable pour le regroupement. Nous avons pris position dans des meetings — dont le plus récent à la « Mutualité » — un réel succès — nous sommes prêts à un front unique d'action et au fascisme, mais nous ne nous sommes pas, nous dénonçons nos contradictions, nous ne dénonçons ceux qui déclament qu'on habille ceux qui passent au stalinisme, à son union sacrée, à sa « sécurité », en nous remettant aux mains de ses agents, s'il le faut « Pour la France... » Comme Zyromski hier ou Bergery demain.

Le dernier numéro de la « L. O. » témoigne

La lutte armée des masses ouvrières et paysannes est une phase décisive de la lutte de classe qui laisse peu d'échappatoires aux finasseries, aux bavardages. Les fautes se chiffrent en cadavres par quantité, le terrain perdu se mesure sur la carte. Les formules ampoulées ne suffisent plus, les mots d'ordre, la politique des différentes organisations et ces organisations elles-mêmes sont contrôlés implacablement. Il n'y a pas de défaite militaire généralisée sans défaite politique à caractère de classe. Les « avions », les « canons », les « vivres », ne sont qu'un élément de la victoire. Conclure du rapport des forces apparentes entre un groupe d'ouvriers désarmés et un peloton de gardes-mobles armés jusqu'aux dents, disposant de mitrailleuses, « l'insurrection est impossible ». C'est le refrain bien connu et chanté par tous les réformistes pour briser la combativité ouvrière; en plus d'une manœuvre pour décourager cette combativité, c'est la démonstration que ces auteurs séparent l'armement de l'Etat bourgeois de cet Etat lui-même, de sa crise et de sa décrépitude. Cet aveuglement correspond fort bien à l'autre aveuglement qui consiste à ne voir que les problèmes de la lutte armée les séparant de l'ensemble des conditions du combat dont ils ne sont qu'un moyen.

Double myopie, celle du putschiste, émeutier, ne mesurant pas où en est la crise du régime et la volonté de combat des masses, et celle du réformiste servant les vieux clichés des forces militaires de l'Etat qu'on ne peut prendre qu'avec des bulletins de vote et... des maroquins. Le caractère des hommes incarnant ces politiques, la cowardise intéressée du réformiste, le courage désintéressé des anarchistes militants, peuvent intervenir sur le jugement des hommes mais ne peuvent empêcher de constater qu'il s'agit de deux manifestations de la même maladie qui consiste à séparer l'action « militaire » de l'action de classe dont elle n'est qu'un moyen, à être prisonnier de l'Etat bourgeois parce qu'incapable de le détruire et d'en bâtir un autre.

La conception « antifasciste » rassemble à la fois les tendances bourgeois démocratiques, réformistes, socialistes de gauche et anarchistes, et aussi maintenant les Staliniens... La menace fasciste, la crise que crée son développement, les luttes qu'il entraîne, sont des phases de la crise de l'Etat capitaliste. Nous avons bien souvent exposé que la démocratie bourgeoise devenant un moyen trop coûteux de la domination bourgeoise, et un obstacle insurmontable à la révolution prolétarienne, les forces les plus éprouvées du

NOTES

● La page des Métales nous oblige à supprimer toutes les autres informations « Coin du Prolet », que nos correspondants nous accusent, cette page leur servirait aussi.

● Ecrivez-nous, aides-nous à préparer de nouvelles pages de branches d'industrie.

● Faute de place, nous supprimons les correspondances de province de « La Vie du P.C.L. ». Signalons: des distributions de tracts contre la vie chère, collage de papillons, d'affiches, distribution d'un tract au meeting des anars, etc...

● Précisions, à propos du compte rendu de notre Congrès, paru la semaine dernière, que nous avons publié le texte complet des résolutions votées et des extraits seulement des résolutions minoritaires. Le texte entier de celles-ci paraîtra dans le numéro de la revue en préparation.

● L'administration a fait un gros effort pour relancer le journal. Exigez de votre marchand l'affichage du journal. Signalez-nous les kiosques de banlieue et de province où il faut assurer le dépôt.

Après de Sébastien Faure de nos « escroqueries » et continue sous la formule « indignité » à lancer les plus infectes suspicions contre un de nos militants. Mais les faits sérieux aura raison de ces saletés. Quand les dirigeants du P.O.I. parlent d'escroquerie, ils regardent ce qu'ils font. Dans le même numéro, la « L. O. » annonce en manchette un grand meeting, salle Wagram, où parleront Rous et Gabart. Les camarades de province et surtout des autres sections nationales se réjouissent de cette activité, ce qu'on leur cache, c'est que ce meeting n'est nullement organisé par le P.O.I., mais par un cartel où figure Front-social, M. Pivert, lequel cartel a lancé l'appel dont nous critiquons le contenu ci-dessus.

Ca c'est la méthode honnête! Mais convoquer S. Faure explicitement dans trois numéros de « La Commune » et par affiches, dans un texte sans équivoque, c'était une escroquerie! Non, la direction du P.O.I. a peut trop tendance au plagiat de méthodes des bolcheviks-léninistes sont pourtant les premières victimes.

Construire la IV^e Internationale exige de dénoncer ces méthodes néfastes où s'abrite l'opportunisme le plus plat.

Problèmes et enseignements de la révolution espagnole

Notre Congrès a retardé la parution d'une série d'articles annoncés sur le rôle des différentes formations syndicales et politiques dans les événements qui se déroulent en Espagne depuis plus d'une année.

Nous nous devons de reprendre cet examen avec nos lecteurs. Les événements d'Espagne, la phase juillet 1936 - octobre 1937 de la « Révolution Espagnole » est riche de leçons pour chaque ouvrier révolutionnaire, mais à condition que son attachement à telle ou telle tendance ne remplace pas un examen attentif et critique des faits. Nos colonnes sont ouvertes au lecteur de toute tendance qui considérerait injustifiée telle critique, hasardeuse telle conclusion, non fondée tel fait. Nous pensons que la discussion sérieuse peut contribuer à la fermeté d'opinion engendrant la fermeté dans l'action. Il convient, pour atteindre ce but, de rejeter résolument la toile d'araignée tissée des légendes sur les personnages et sur les faits.

L'unique souci d'apporter une contribution sérieuse à cette discussion nous guide, dussions-nous briser des idoles.

capital rejetant par violence leur système démocratique de dictature pour instaurer le talon de fer du fascisme.

La démocratie ne peut survivre à cette crise: ou elle cède le pas au fascisme, le prolétariat est écrasé, et l'Etat bourgeois subsiste, ou bien cet Etat est détruit par le prolétariat dont les mots d'ordre et l'action rassemblent autour de lui toutes les masses exploitées, l'Etat socialiste surgit sur les ruines de l'Etat bourgeois.

Tout « antifascisme » qui se limite à la lutte armée sans atteindre la cause engendrant le fascisme: le système capitaliste, aboutit à la défaite et à l'écrasement du prolétariat. Il faut que la minorité qui est l'Etat « le groupe d'hommes armés disposant de moyens matériels tels que les prisons » soit détruite; il faut que les moyens de production et d'échange soient gérés et défendus par les masses travailleuses armées. C'est, en définitive cela, bâtir l'Etat ouvrier, édifier la

dictature du prolétariat; cela suppose un contrôle des masses, leur organisation, leur cohésion de classe sur les terrains militaires et économique.

Les anarchistes, de quelques tendances qu'ils soient (individualistes, syndicalistes, etc...), orientent au scandale quand on parle d'Etat et de dictature du prolétariat; ils se proclament contre tout Etat, toute dictature. L'exemple de la dégradation de l'U.R.S.S. n'est certes pas fait pour apporter la clarté et sert à merveille la désagogie anarchiste. Des fautes ou des actes démagogiques de l'octobre russe comme Cronstadt, ne sont pas étudiés scrupuleusement mais montés en épingle par ceux qui oublient de dire et Makhno n'a pas exercé une terreur encore plus sanglante que Cronstadt sur des régions paysannes et ouvrières. Le stalinisme, quand il montre sa face hideuse ne doit pas nous faire oublier qu'il n'a rien de commun avec le bolchevisme; ceux qui le savent fort bien, les

Frémont, les « Sebas » font, eux aussi, un amalgame en désignant les crimes staliniens comme ceux du « bolchevisme ».

Mais ces acrobaties ne peuvent durer. Les adversaires d'un Etat prolétarien et de la dictature du prolétariat devraient prendre la peine de nous expliquer s'ils sont partisans de la violence de classe, comment se fait-il qu'ils ne la conçoivent qu'à la seule condition qu'elle soit « désorganisée »? Il faut une organisation de la violence de classe, de la terreur, de l'expropriation des exploités, de la production et de la répartition nouvelle. Des anarchistes veulent cette organisation « fédéraliste ». Ceci touche au problème de la forme d'organisation que nous examinerons ensuite. Il reste acquis que la violence de classe est une nécessité, qu'il faut l'organiser pour détruire l'Etat bourgeois, pour faire surgir et protéger la production nouvelle — elle aussi, doit être organisée.

Nous examinerons le rôle des anarcho-syndicalistes espagnols en premier lieu. Qu'il nous suffise ici de situer le problème et de mentionner que l'apparente répugnance aux formes d'organisation de la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans aboutit à une organisation de la terreur, absolument incontrôlée. Juillet 1936 a vu d'héroïques combattants anarchistes, mais aussi bien des assassinats de militants ouvriers par des groupes déclarés irresponsables, des attaques massives de locaux ouvriers, des exécutions sans contrôle qui ressemblaient fort à celles des Staliniens aujourd'hui.

Ces faits ont constitué un des éléments de la « Révolution espagnole ».

(A suivre.)

Souscris pour
La Commune

NOTES INTERNATIONALES

U.R.S.S.

Le XX^e anniversaire d'Octobre approche. Chaque jour apporte de nouvelles exécutions de traîtres, de saboteurs, etc., en un mot de gens qu'il faut qualifier « trotskystes ».

La dernière information sensationnelle, c'est le renvoi malpropre du Commissaire à l'Instruction publique, Boubnov, accusé de saboter les plans culturels. Boubnov, ce fut un stalinien fidèle; ça ne lui aura pas servi plus qu'à d'autres.

Pour le XX^e anniversaire, nous préparons un numéro spécial, où nous donnerons un aperçu sur ce pays où le « Socialisme » serait réalisé, où l'on connaît la « joie » et le « bonheur », sur ce pays idyllique, bien que ses transports aient été dirigés par des saboteurs, son armée par des traîtres, sa police capable, ses diverses républiques par des agents de la contre-révolution. Le tout couronné par le génie du « père des peuples » et du « Soleil des prairies ». Nous dirons ce qui est et dénonçons ceux qui vivent en usurpant les conquêtes d'Octobre.

Angleterre

L'Angleterre, c'est le berceau de la démocratie parlementaire. Dans ce pays, le respect de la démocratie formelle a été certainement poussé plus loin que partout ailleurs, ce qui n'empêche nullement l'exploitation capitaliste de donner à cette démocratie des limites bien étroites. En premier lieu, aucun navire de la grande flotte n'est apparié à un morceau aux Indes et dans la plupart des colonies.

Mais la démocratie n'est plus très jeune et elle n'est plus très bien, même dans son berceau. C'est qu'en même temps que la démocratie, le capitalisme a vieilli et il ne peut plus maintenir sa domination avec les moyens démocratiques. Ainsi, en Angleterre aussi, le fascisme se manifeste, grandit. C'est un noble, ayant fait une incursion dans le Lan-

bour Party, Mosley, qui cherche à jouer le rôle de « Führer ».

La quinzaine précédente, il fit faire une exhibition de ses troupes à Londres sous la protection de la police qui matraqua copieusement les ouvriers londoniens qui contremainifestaient.

Cette semaine, il a voulu recommencer à Liverpool. Mais une brique sur la gueule de l'Instruction publique, Boubnov, accusé de saboter les plans culturels, Boubnov, ce fut un stalinien fidèle; ça ne lui aura pas servi plus qu'à d'autres.

Avec un retard sur la France, les mêmes problèmes fondamentaux se posent pour les travailleurs de Grande-Bretagne, le même objectif: vaincre le fascisme par la révolution prolétarienne.

Yougoslavie

Le président du Conseil de Yougoslavie, Stoyadinovitch, vient de débarquer à Paris. Probablement pour emprunter de l'argent. M. Bonnet sera probablement plus disposé à faire un don à la Yougoslavie (sous le masque d'un emprunt) que d'augmenter les fonctionnaires.

Mais à peu près au même moment où Stoyadinovitch arrive à Paris, l'opposition de manifeste à nouveau en Yougoslavie. Le régime de terreur du bourgeois Alexandre était déjà branlant dans les années qui précédèrent le meurtre de celui-ci. Depuis, la crise de régime n'a cessé de se développer, quoique avec un rythme assez faible, en dépit du terrorisme gouvernemental. Par bien des aspects, on retrouve des problèmes qui se posent en Espagne en 1936, après la chute de la dictature de Primo de Rivera. Problème paysan, problème des nationalités, sont deux des questions essentielles dans le « royaume des Serbes, Croates et Slovènes ». Mais bien d'autres problèmes se greffent: la question des nationalités, c'est celle de toutes les nationalités balkaniques, que les grands impérialismes européens cherchent à utiliser respectivement pour leur profit.

« Le Populaire » a fait jadis campagne contre la réaction yougoslave. Mais, aujourd'hui, il est quasiment muet. Il ne faut pas troubler les calculs de Blum et de l'Etat-Major français. Gamelin vient d'aller aux manœuvres yougoslaves. On ne peut pas accepter ouvertement le « Front français » préconisé par les Staliniens, mais il faut le réaliser, telle est la grande pensée de ces messieurs de la rue Victor-Massé.

Les prolétaires doivent se méfier de tout ce qui peut se manifester. Pas un sou aux bureaux des peuples de Yougoslavie!

P. FRANK

FALLAIT-IL PRENDRE LES USINES?

LA GREVE GENERALE DE JUIN 1936



LA DOCTRINE ET L'HISTOIRE DES BOLCHEVIKS-LÉNINISTES

DANS l'article paru sous ce titre, dans le numéro 66 de « La Commune », nous avons montré ce que fut la « troisième période » en France, les ravages qu'elle causa dans les rangs révolutionnaires, préparant ainsi à sa façon le terrain pour le glissement actuel vers le nationalisme et l'opportunisme le plus échevelé.

C'est aussi dans cette période que commença à s'organiser internationalement, et en France particulièrement, la fraction bolchevik-léniniste.

En même temps qu'en U.R.S.S., l'opposition de gauche, avec Trotsky, et divers autres courants (ultra-gauchistes comme celui de Saponov, ou centristes de gauche comme celui de Zinoviev) luttèrent et étaient écrasés par la bureaucratie stalinienne, dans les sections de l'Internationale Communiste se manifestèrent des oppositions multiples dès 1923. Mais elles étaient politiquement hétérogènes, inconsistantes. Les uns refusaient vers le syndicalisme, d'autres vers la social-démocratie, d'autres enfin restaient dans l'expectative. En ce qui concerne la France, on ne vit se dégager aucun noyau prolétarien politiquement ou numériquement fort.

Des groupes et des sous-groupes se firent, avec Souvarine, avec Monatte, avec Rosmer, avec Paz (qui, depuis, est devenu un fervent partisan de Blum), avec Treint.

La fin de l'année 1928 fut marquée par une dislocation de tous les groupes oppositionnels, au moment même où le parti communiste se lançait tête baissée dans l'aventure, où la C.G.T.U. commençait à régresser fortement.

Internationalement, on assistait à la même dispersion, après l'entérinement par le VI^e Congrès de l'I.C., de la théorie du « socialisme dans un seul pays ».

Ce qui manquait à bien des militants, c'était une liaison, un contrôle international, et en premier lieu un contact avec la fraction oppositionnelle la plus forte politiquement, celle de l'Union Soviétique. Au début de 1929, une mesure importante de Staline contre l'opposition devait servir de point de départ à un regroupement international, à la formation d'une fraction bolchevik-léniniste. Staline, qui avait fait déporter en Sibérie des milliers de militants oppositionnels, qui avait espéré isoler Trotsky des militants en l'exilant à Alma-Ata, voyait au contraire Trotsky

conserver un contact étroit avec ses camarades. Pour mettre un terme à cela, Staline décida d'expulser Trotsky du territoire soviétique et le fit débarquer de force en Turquie, où son séjour devait durer 5 ans. Mais, en Turquie, c'était permettre un contact de Trotsky avec les militants d'Europe et d'Amérique.

Et bientôt naquit l'idée d'une hebdomadaire en France pour regrouper les militants communistes désespérés. La réalisation ne se fit pas sans peine. Des oppositions surgirent, sous des prétextes divers qui, peu après, devaient laisser place à des divergences politiques. Le lancement de « La Vérité » en septembre 1929, permit d'opérer un premier rassemblement et une première sélection. Bien entendu, aucun des participants n'avait d'illusion sur l'importance des divergences qui subsistaient et pourraient survenir. L'accord se fit sur une déclaration de fidélité aux principes des premiers congrès de l'Internationale Communiste, sur une appréciation de la défaite allemande en 1923, de la révolution chinoise, du comité anglo-russe, des événements en U.R.S.S., sur une analyse des courants fondamentaux

taux dans l'I.C. (droite, centre et gauche).

Le premier numéro de « La Vérité » allait permettre à l'opposition de se situer sur deux événements importants: la formation d'une opposition syndicaliste dans la C.G.T., et un conflit entre l'U.R.S.S. et la Chine au sujet des chemins de fer de l'Est-Chinois. Peu de temps après survenait une crise dans le P.C. français. Les conseillers municipaux de Paris et de Clichy, opportunistes notoires et affairistes plus ou moins avérés, les Sellier, Garchery, Gélis, Joly, Aufray, Naïe, etc..., quittèrent le parti communiste, criant au provocateur pour parler de la direction du P.C. et désireux de préparer une bonne petite organisation de comités électoraux assurant des élections et des réélections sans crainte. Nous examinerons une autre fois comment l'opposition de gauche naissante, comment « La Vérité » se situa sur toutes ces questions.

En même temps, « La Vérité » servait à regrouper internationalement les militants. Dans les sections de l'Internationale communiste, des camarades venaient prendre contact avec nous. Les premiers étaient accomplis.

La guerre en Extrême-Orient

Où en est le Japon?

NOUS avons examiné dans un numéro précédent ce qu'avait été l'évolution de la Chine et quelle était la force qu'elle pouvait opposer à l'invasion japonaise. Sans vouloir suivre et détailler dans le détail ce qu'il y a de vrai et ce qu'il y a de faux dans les nouvelles qui parviennent d'Extrême Orient, il apparaît clairement que le Japon rencontre une résistance acharnée pour pénétrer en Chine, une résistance probablement supérieure à celle qu'il prévoyait. La question qui se pose est celle-ci: a-t-il les moyens de poursuivre la lutte jusqu'au bout?

Où en est le Japon? On connaît l'histoire récente du Japon, on sait sa transformation soudaine, en quelques années, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, abandonnant son ancienne existence à caractère féodal et se plongeant résolument vers le capitalisme le plus entreprenant. Le développement du capitalisme au Japon s'est certainement produit à une vitesse supérieure au développement dans tout autre pays, même aux Etats-Unis. Mais cette vitesse foudroyante ne lui a conféré aucune qualité de puissance particulière.

La concentration capitaliste atteint au Japon un niveau inégalé ailleurs. Pratiquement, deux familles contrôlent toute l'économie moderne du Japon. Mais cette grande industrie, qui occupe des millions de prolétaires, les réduit à un niveau d'existence effroyablement bas. Quand on connaît les prix ridiculement bas des marchandises japonaises les plus variées qui circulent sur les marchés d'Europe et d'Afrique, il est facile de se rendre compte de ce que peuvent être les salaires des prolétaires japonais.

En outre, le développement accéléré, s'il a créé des géants industriels, a laissé subsister — si l'on peut dire — un tas d'entreprises minuscules, relevant beaucoup plus de l'artisanat dans le cadre féodal que de la petite industrie dans le capitalisme de l'Europe occidentale. Dans cette branche de l'économie japonaise, misère aussi.

Misère aussi dans l'agriculture, dont la technique et la productivité sont des plus faibles. Le capitalisme nippon travaille pour l'exportation, pas pour son marché intérieur. Depuis plusieurs années, on signale les ventes, par les paysans japonais, de leurs filles à la prostitution.

Lancé à toute vapeur, le capitalisme japonais s'est heurté à un problème des plus écumants: l'absence de matières premières, fer, charbon, pétrole, sur le territoire japonais proprement dit. Et c'est cette nécessité, combinée, greffée sur les traditions féodales puissantes, qui a engendré ce développement formidable du militarisme au Japon. Le budget du Japon était absorbé, déjà avant la guerre avec la Chine, par le militarisme. Sur 1.515 millions de yens de recettes, 508 vont à l'armée, 551 à la marine.

L'armée joue donc, à son tour, un rôle extrêmement puissant dans la politique du Japon. Nous n'avons qu'à renvoyer aux interventions multiples des militaires pour mettre en échec les ministères, ainsi que la révolte qui eut lieu il y a bientôt deux ans.

L'impérialisme japonais est forcé d'aller de l'avant; il ne peut rester sur la base étroite que constituent ses lies. Il a besoin du sol et du sous-sol de la Chine du Nord, dont nous avons indiqué la richesse dans un article précédent. La conquête définitive de cette région lui assurerait des matières premières abondantes, un marché important pour sa production, c'est-à-dire la stabilité à laquelle il aspire. Mais ce n'est qu'une aspiration très lointaine de la réalité.

Car la guerre va multiplier les contradictions internes, stimulera la révolte dans les campagnes, accentuera le mécontentement des artisans et aussi les dissensions dans l'armée elle-même qui est loin d'être homogène, étant donné sa structure et les oppositions de classe qu'elle transporte et accentue dans son sein.

La lutte de classes a pris au Japon des formes correspondant à la fois à la barbarie féodale et aux nécessités du grand capital. Le terrorisme, les coups de force, ont joué un rôle apparemment plus grand que les mouvements des grandes masses travailleuses. Mais le Japon a déjà connu des grèves; déjà un « parti du travail » s'est manifesté. A travers toute la confusion, toute la sauvagerie, la guerre contre la Chine suscitera des mouvements puissants. Le temps travaille contre l'impérialisme japonais. Le vainqueur du mikado ne peut pas être Tchan-Kal-Chek. De la défaite du Japon peut sortir un puissant bond en avant de la révolution prolétarienne et du socialisme en Extrême Orient.

Prenez note:
Notre permanence,
36, Rue du Château-d'Eau
(au fond de la cour)
Chaque soir de 18 à 20 h
le samedi de 16 à 20 h

LES NOTRES



RAYMOND LEFEBVRE

Une figure éphémère du mouvement révolutionnaire en France.

Fils de la bourgeoisie protestante, doué de dons littéraires et intellectuels, la guerre de 1914 le surprend vers les vingt ans inquiet des problèmes sociaux.

Il se révèle bien vite comme une des forces les plus grandes parmi la génération des anciens combattants. Il attaque impitoyablement les socialistes d'union sacrée ; au congrès socialiste de Strasbourg (février 1920), il prononce un discours violent contre eux, contre ce cadavre d'Albère Thomas.

Au II^e Congrès de l'Internationale communiste, il se rend illégalement à Moscou, avec les syndicalistes Lepetit et Vergout. Après le Congrès, désireux de rentrer vite pour la préparation du Congrès de Tours, il tente avec ses compagnons la traversée de la Mer blanche.

Quelques années. Des œuvres (« La Révolution ou la Mort », « L'Éponge de vin rouge ») d'une valeur remarquable symbolisent le combattant venu au socialisme : une soif d'action, de combat, d'en finir avec le vieux monde.

Corporatisme ou Syndicalisme ?

M. Parsal et la production agricole

Pendant longtemps, l'orthodoxie stalinienne telle que la pratiquaient les dirigeants de la rue Lafayette affecta de considérer les organisations de paysans travailleurs — parmi lesquels ils ne savaient ou n'osaient pénétrer — comme des sentines naufragées.

Le vent a soufflé sur la plaine ! Union des classes, main tendue, France aux Français, canons et jusqu'au-boutisme ne sont pas seulement aujourd'hui les têtes de chapitre d'un nouvel évangile stalinien selon Renaud Jean.

Etant bien entendu que l'exercice de la démocratie syndicale est faussé à tel point dans ces deux organisations que ni les paysans travailleurs ni les ouvriers agricoles n'ont encore eu les possibilités de se différencier de ceux qui leur font aujourd'hui adorer ce qu'ils leur ordonnaient de mépriser la veille.

Autrefois, les chefs de gouvernement qui se fussent avisés de consulter simultanément les agrariens et les militants révolutionnaires sur les conditions de la production en France se fussent attirés de ces derniers une verte et éginglante réponse.

Mais elles renforceront singulièrement le prochain combat des agrariens contre les ouvriers agricoles.

Tout comme un agrarien fasciste, M. Parsal s'inquiète de l'exode rural (Que fait-il lui-même à la Chambre ?) et estime paradoxal que des ouvriers agricoles aient pu être recrutés par les chemins de fer et les administrations, de même qu'il estime inadmissible que des ouvriers étrangers puissent encore pénétrer en France.

Construisons la Jeunesse Communiste Internationaliste

COMME déjà on le faisait remarquer dans le dernier « Communisme », le Congrès du P. C. I. a marqué une étape importante pour la formation de la J. C. I.

Des tâches immenses et une situation très difficile se sont posées en face de notre petit noyau de jeunes communistes internationalistes pendant l'année écoulée. Ces difficultés ont eu pour conséquence : un développement très lent de notre noyau ainsi qu'une solidification et une sélection sérieuses des J.C.I. qui, au travers de différents « essais » et erreurs, ont acquis une expérience qu'ils ne manqueraient pas de mettre à profit maintenant.

La préparation à la guerre, l'échec de la J. C. I. comme organisation d'avant-garde du jeune prolétariat révolutionnaire a jeté un terrible désarroi dans la jeunesse. Cela se traduit par un courant de désintéressement politique et de renforcement des mouvements de loisirs bourgeois. Ce courant est d'ailleurs fortement appuyé par la bourgeoisie et ses valets réformistes et staliniens qui le canalisent vers des mouvements comme les « Auteurs de la Jeunesse » ou « l'Aviation Populaire » dans lesquels on bourre le crâne aux jeunes prolétaires sur les bienfaits de la collaboration de classe et sur la nécessité de « l'Union de tous les jeunes Français ».

Ils veulent rendre même la jeunesse ouvrière pour l'acceptation d'une guerre impérialiste qui peut seule profiter à la Bourgeoisie et dont les travailleurs feront les frais. La J. C. I. dénonçait avec la dernière énergie cette forme de préparation à la guerre qui va jusqu'à tromper quelques organisations révolutionnaires de jeunes.

Il faut bien comprendre que l'ensemble de la politique de la bourgeoisie et de ses soutiens est centré sur la préparation de la Guerre, que ce soit sa politique extérieure avec les grandes comédies diplomatiques et les labyrinthes de conférences, sous-conférences, pré-conférences, sous-commissions et autres histoires qui s'accomplissent aux frais du prolétariat international, ou que ce soit sa politique intérieure de crédits militaires, écrasants, de surarmement, de prolongation du service militaire, de militarisation de l'ensemble de la jeunesse des son plus jeune âge, que ce soit aussi ses généralités envers la jeunesse, « Auteurs », « Aviation Populaire », c'est toujours avec la même perspective : La Guerre, dominer encore plus les travailleurs et tirer les plus grands profits possibles.

La Jeunesse Communiste Française et la Jeunesse Socialiste par la politique (et l'on peut dire) qu'elles mènent, encouragent la Bourgeoisie dans ses perspectives et doivent être pour cela impitoyablement dénoncées aux jeunes prolétaires. Mais cette trahison des deux organisations qui embrassent les plus larges couches de jeunes pose encore d'une manière plus pressante la nécessité impérieuse de la construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse nationale et internationale, qui, en rejetant le poison opportuniste et centré, sera à l'avant-garde de la jeunesse ouvrière et paysanne dans la lutte intransigeante pour l'écrasement de la bourgeoisie et le pouvoir des ouvriers et paysans.

L'idée-force de l'orientation de la J.C.I. est donc la formation et l'organisation révolutionnaire de la jeunesse et toute notre action sera centrée sur cette tâche.

La formation de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse est une tâche pressante et extrêmement ardue, pressante parce qu'elle est l'arme indispensable sans laquelle la jeunesse ne peut efficacement combattre la Bourgeoisie et les calamités qu'elle a engendrées (Militarisme, Guerre, etc.), parce que sans son organisation révolutionnaire de classe, la jeunesse ne peut arracher sa libération des chaînes de la Bourgeoisie et de ses aides républicains ou démocrates.

Toute cette situation nous implique le devoir d'être très vigilants dans la formation de la J.C.I. d'examiner sans relâche les expériences du mouvement ouvrier, de rejeter les tâches qui ont entraîné la dégradation des organisations ouvrières de jeunes et de vérifier pas à pas la justesse de nos conceptions et de nos actions.

La formation de la J. C. I. n'est pas pour nous une course de vitesse avec telle ou telle fraction du mouvement ouvrier, ce n'est pas une activité désordonnée ponctuée par des méthodes de bluff et autres légèretés.

C'est au travers des événements décisifs qui vont se produire que la nouvelle organisation révolutionnaire de la Jeunesse se bâtira. Mais elle ne peut être bâtie que par des cadres jeunes formés par l'étude et la lutte, préparés à résister à la vague chauvine et confusionniste ainsi qu'à la répression féroce de la bourgeoisie qui s'abattra sur l'avant-garde.

Le Congrès du P.C.I. a été le tremplin pour un nouveau départ de la J.C.I. Nous nous sommes mis maintenant au travail sérieux. Dans une première réunion centrale, la J.C.I. a mis au point les conditions dans lesquelles nous allons travailler. Nous avons fixé des directives pour le travail local et désigné un secrétariat pour la coordination et la direction de notre activité.

Dans différentes localités, des noyaux de J.C.I. vont — en collaboration avec les groupes du P.C.I. — s'attacher à grouper des jeunes pour former des cellules locales.

Parallèlement, un cours marxiste central a déjà commencé à fonctionner. Ce cours a lieu tous les lundis au local des Pionniers Rouges. Tous les J.C.I. doivent y participer ; les sympathisants sont invités.

Une première série de cours portera sur les principes généraux du marxisme et étudiera la théorie de la Révolution permanente. Le lundi 11 octobre a eu lieu le premier cours sur les conditions (transformation des sociétés, forces productives, lutte de classes).

Le Secrétariat a également commencé son travail. Dans sa première réunion, il a examiné la situation et les possibilités de travail des différents noyaux locaux, a organisé son travail et réparti les différentes tâches qui lui incombent. Pour ce qui est de la Presse, il a été décidé la collaboration régulière à « La Commune » et l'édition mensuelle du « Jeune Bochevik ».

Le Congrès du P.C.I. a été le tremplin pour un nouveau départ de la J.C.I. Nous nous sommes mis maintenant au travail sérieux.

Dans une première réunion centrale, la J.C.I. a mis au point les conditions dans lesquelles nous allons travailler.

Nous avons fixé des directives pour le travail local et désigné un secrétariat pour la coordination et la direction de notre activité.

Dans différentes localités, des noyaux de J.C.I. vont — en collaboration avec les groupes du P.C.I. — s'attacher à grouper des jeunes pour former des cellules locales.

LES JEUNES

Les Pionniers Rouges De l'organisation actuelle à l'organisation du combat

La lutte des pionniers dans la S.F.I.O. les a amenés après leur rupture à se regrouper dans une organisation autonome de caractère « culturel ». C'est ainsi qu'ils ont créé la Fédération des Pionniers Rouges, étape nécessaire à leur évolution d'une position confuse vers la plateforme bolchevik-léniniste.

A cette époque, la J.S.R. pouvait jouer un grand rôle dans cette crise des « Amis de l'Enfance Ouvrière » : précipiter l'évolution politique des pionniers de la F.P.R. Mais son bureau politique démontre son incapacité à comprendre les problèmes particuliers de la jeunesse. Il ne sut que sanctionner bureaucratiquement l'entrée immédiate de tous les P.R. à la J.S.R., condamnant tout groupe autonome, après avoir décidé auparavant d'encourager la création d'une Fédération de P.R. indépendante.

Décidant avec les J.S.R. responsables aux Pionniers d'une orientation définie, puis revenant brutalement sur ces décisions sans consulter ces camarades, manifestant vis-à-vis d'eux une méfiance intolérable, accusant de trahison ceux d'entre eux ayant appartenu au P.C.I. — Une telle incohérence tactique, et une telle atmosphère de basse médiocrité politique, loin de souder les pionniers aux J.S.R., provoqua un premier démentement qui ne fut enduré qu'avec peine.

La valeur de la rupture avec les traditions (celles de la IV^e Internationale) fut suspectée par les pionniers qui opérèrent par réaction un recul politique considérable. Voilà quelle fut l'œuvre de la direction J.S.R. pour le développement des idées de la IV^e Internationale dans les rangs des Pionniers Rouges.

Et pourquoi l'autonomie de la F.P.R. devait-elle être considérée comme progressive ? Parce que les Pionniers n'avaient pas rompu avec la S.F.I.O. sur les positions bolchevik-léninistes, mais comme opposants antimilitaristes internationalistes très précis. On ne pouvait donc pas attendre qu'ils se déclarent tout à coup partisans de la IV^e Internationale, bien qu'ils s'en sentaient déjà très près et pussent leurs armes de combat dans les exemples que donnaient ses partisans.

L'autonomie, c'était alors pour les pionniers un pas en avant, une rupture avec des traditions d'activité « culturelles » d'origines réformistes, un état qui obligeait à tirer les leçons politiques de la rupture et à se prononcer rapidement pour un programme révolutionnaire, pour une organisation révolutionnaire de jeunes qui aurait donné des exemples quelconques de la justesse de sa lutte.

Sous l'impulsion des éléments bolchevik-léninistes, la politisation de la F.P.R. devait s'accomplir rapidement et s'orienter résolument vers l'avant-garde du mouvement ouvrier, vers la IV^e Internationale.

Que la F.P.R. se soit déclarée « mouvement culturel révolutionnaire » de jeunes, c'était

Le pain à 3 fr. Le lait à 2 fr.

La coalition de fait entre le grand patronat et les gouvernements successifs avant et depuis le Rassemblement Populaire, aboutit à un sabotage conscient de la production et à une organisation systématique de la vie chère.

SABOTAGE DE LA PRODUCTION. — Les travailleurs manquent du nécessaire, mais on chauffe les chaudières au blé et on le dénature chimiquement ; on jette à la mer des tonnes de café ; en France, on arrache des vignobles et détruit, cette année, des centaines d'hectares de betteraves à sucre.

ORGANISATION DE LA VIE CHÈRE. — L'indice réel des prix de détail a augmenté de près de 200 points de mars 1936 à octobre 1937 et son ascension continue. Le patronat élargit ses monstrueux dividendes et reprend au centuple sur les travailleurs ce que leur action revendicative avait arraché. Ainsi, le coût de la vie dépasse sans cesse, pour les petites bourses, le niveau des ressources.

Les travailleurs exigent du pain... mais aussi le lait, la viande, le sucre, le café, le charbon, les chaussures et les vêtements, tout ce que le travail produit et ce dont les travailleurs sont frustrés.

CONTRE LE FROID ET LA FAIM MENAÇANTS, FACE A LA VIE CHÈRE, FACE AUX AFFAMEURS !

Les affameurs, les voilà !... En régime capitaliste, la Bourgeoisie possède et contrôle les sources de la vie et l'Etat est son instrument. Bourgeoisie et Etat entretiennent, aux dépens des travailleurs, une nuée de trafiquants, de spéculateurs, de grands bourgeois prébendiers, de hauts fonctionnaires et d'officiers supérieurs. Tous les gouvernements bourgeois utilisent et protègent cette vermine parasitaire.

Les causes de la vie chère sont : Dans l'organisation agissante des trusts et de la spéculation, des grands industriels et des gros propriétaires fonciers, dont les surprofits servent à financer les troupes de choc des canailles fascistes.

Dans la fiscalité oppressive qui grève lourdement les produits indispensables du cinquième de leur valeur en impôt de consommation.

Dans le coût élevé des transports et dans la super-production douanière, que réclament et les actionnaires des grands réseaux et les gros producteurs.

Dans le budget de la guerre et dans la dette publique, qui engloutissent chaque année plus de trente milliards de francs.

La vie chère n'est ni fatale, ni insurmontable si tous ceux qui en souffrent n'unissent dans une action concertée et durable qui associera aux travailleurs des usines et des bureaux les paysans pauvres et tous les « gagne-petit ».

MANIFESTEZ PARTOUT ET PUISSAMMENT, sur les marchés, les places publiques, dans les meetings, devant les mairies et les préfectures contre les budgets de guerre, les impôts de consommation, les surprofits des trusts et des agrariens. Partout et sans attendre plus longtemps, groupez-vous entre travailleurs, ménagères, artisans et constituez de vous-mêmes

Des Comités ouvriers et paysans d'action contre la vie chère auxquels nous proposons un programme concret et progressif : COORDINATION de l'agitation contre la vie chère à l'action revendicative dans les entreprises pour l'augmentation des salaires et le respect des avantages acquis.

LIAISON étroite avec les groupements d'artisans et de paysans pauvres. SURVEILLANCE ET VERIFICATION des prix de détail et des prix à la production. (L'exemple du lait payé au producteur 0 fr. 65 et vendu 1 fr. 85 le litre est typique). Organisation des démonstrations contre les trusts du lait, du blé, du sucre, etc...

LIAISON DIRECTE entre groupes de producteurs et Comités locaux tendant à l'établissement de prix-témoin et servant de base à une puissante action aux HALLES CENTRALES, où est organisé le vol des producteurs et des consommateurs.

Bref, en même temps qu'une pression incessante et organisée de la masse des travailleurs sur les pouvoirs publics,

Contrôle ouvrier et paysan sur les centres de production de transformation, de stockage et de distribution

aussi naturel. Son courant s'était développé dans la S.F.I.O. sur ce terrain et non pas sur celui des expériences d'une jeunesse politique.

Les formes d'activité naturalistes et culturelles étaient donc le point de départ concret duquel devait évoluer la F.P.R. vers des formes de lutte révolutionnaire bolchevik-léninistes.

Cette Fédération était contenue dans le mot d'ordre de combat des pionniers au Congrès national de l'organisation social-démocrate : « La base de l'éducation, c'est la lutte », et le rôle des jeunes Communistes Internationalistes dans la F.P.R. a été de le pousser jusqu'à son ultime conséquence.

C'est aujourd'hui que les pionniers doivent choisir : ou reprendre le mot d'ordre social-démocrate « Education d'abord » et se cantonner dans la contemplation de la lutte de classes tout en affirmant son « indéfectible attachement » à la révolution mondiale, ou bien se placer résolument dans les rangs de l'avant-garde qui lutte à chaque heure contre la bourgeoisie démocratique ou fasciste, sous les coups multipliés de la contre-révolution capitaliste et stalinienne.

Les pionniers, reprenant la phrase de Lénine, disaient dès l'origine de leur Fédération : « Il faut lier indissolublement notre formation et notre éducation à la lutte des ouvriers et des paysans contre les exploités ». Il faut le faire davantage encore que dans l'année passée, il faut le faire en portant le programme et le drapeau de Lénine et de Liebknecht pour rassembler autour de lui la jeunesse prolétarienne et paysanne traquée par les grands patrons ouvriers.

Aujourd'hui, où « L'Avant-Garde » exige des conscrits qu'ils se sentent fiers d'être les soldats de la propriété capitaliste sous les plis du torchon bourgeois, où ce qui fut le Parti Communiste lance le cri exécré de la plus noire réaction : « La France aux Français », la tâche qui s'impose avec le plus de force pour la jeunesse révolutionnaire, c'est de bâtir la nouvelle Jeunesse Communiste Internationaliste, et la nouvelle Internationale, héritière des traditions d'Octobre.

La F.P.R. doit se transformer d'organisation culturelle qu'elle était à l'origine, en organisation de combat. Les adolescents d'hier ont grandi et sont devenus des lutteurs, leur formation et leur éducation ne se poursuivraient que dans la mesure où ils vont les lier indissolublement à la lutte de la fraction de jeunes prolétaires qui s'est donné comme tâche de bâtir la nouvelle J.C.I.

Fédération des Pionniers Rouges La F.P.R. organise tous les samedis, pendant le mois d'octobre, une exposition et des rapports sur le travail qu'elle a réalisés pendant l'année écoulée depuis sa rupture avec la social-démocratie et particulièrement pendant son grand Camp du mois d'août dernier.

L'exposition est ouverte de 16 h. 30 à 20 heures. Nos camarades ne manqueraient pas de venir marquer leur intérêt pour la courageuse lutte qu'on menée les jeunes Pionniers contre le social-chauvinisme et pour les engager à continuer la lutte en passant franchement sur le plan de la jeunesse révolutionnaire.

Convocation Cours marxiste. — Tous les lundis, à 20 h. 30, réunion au local de la F.P.R. Tous les J.C.I. doivent faire leur possible pour assister régulièrement et amener des sympathisants.

Secrétariat. — Le jeudi, à 20 h. 30, rapports des responsables de chaque branche. 12-13. — Le mardi, en commun avec le Parti, tous présents. 13-14. — Le mardi, à 20 h., avant la réunion du Parti. Tous les J.C.I. doivent y assister. 15. — Tous les vendredis, à 20 h. précises. lieu habituel. Nous tiendrons la réunion jeune avant celle du Parti. Puteaux-Suresnes. — Réunion de la cellule J.C.I. tous les mercredis, à 20 h. précises.

Pour développer notre action Un exemple à suivre

A notre appel de la semaine dernière, un effort particulier a été fait par les groupes et camarades de la Région Parisienne. Mais la province n'a pas encore répondu suffisamment, compte tenu même du temps toujours plus grand qu'il faut pour la mise en train. De tous les efforts, nous devons en retenir un, parce qu'il provient de jeunes, qui gagnent leur vie beaucoup plus difficilement que les adultes : Le Secteur Est des Pionniers Rouges a adopté à sa dernière réunion la résolution suivante :

Après discussion sur la situation politique actuelle, les Pionniers Rouges du collectif Liebknecht, voyant la répression qui s'abat sur les révolutionnaires, sur ceux qui ne veulent pas d'union sacrée, qui luttent effectivement contre la guerre et pour les soviets ouvriers, paysans et soldats, pour la révolution socialiste, et qui subissent pour cela la répression, non seulement du gouvernement capitaliste (Front populaire), mais aussi les calomnies les plus abominables des organisations dites ouvrières qui préparent l'Union sacrée, ont décidé d'aider « La Commune », organe des B.-L. partisans de la IV^e Internationale, sur qui s'abat une répression féroce (saletés des numéros de « La Commune », persécution chez de nombreux militants du P.C.I.).

Les P.R. se déclarent solidaires de « La Commune » et du P.C.I. dans leur lutte contre la collaboration de classe et les encouragent à continuer la lutte en versant 50 fr. pour le journal ; ils invitent les autres collectifs de P.R. à en faire autant dans la mesure de leurs possibilités.

A bas la guerre impérialiste et ceux qui la préparent ! Vive la révolution mondiale ! Les P.R. du Collectif Liebknecht.

Il faut que l'exemple donné par les jeunes ne reste pas isolé, mais soit suivi, imité, amplifié.

Lecteurs, votre appui de tous est plus que jamais nécessaire. Il doit être assuré le plus rapidement possible, pour ne pas laisser des incertitudes trop grandes dans la vie du journal.

Les ABONNEMENTS et les SOUSCRIPTIONS constituent l'appui immédiat et le plus précieux. Mais ce n'est pas la seule aide dont nous ayons besoin. Chacun connaît autour de lui plusieurs ouvriers qui suivent peut-être encore les dirigeants stalinistes, mais sont fidèlement liés à leur classe et, tôt ou tard, se joindront à nous, leur expérience faite. Aidez-les à faire leur expérience et aidez-nous à nous développer en envoyant des noms et adresses de possibles, et en devenant un corres-

LEURS GUEULES

PAUL VAILLANT-COUTURIER

Ce n'est pas pour ses « Poèmes à Vierge » que la place lui revient dans ce rubric. Il avait un moment rompu à ses origines bourgeoises pour se mêler dans les rangs de l'avant-garde prolétarienne. A la fin de la guerre et dans premières années d'après-guerre, il avait avec Raymond Lefebvre, un des plus grands partisans de l'Internationale communiste.

Mais quand vinrent les années de décadence, de dégénérescence, toutes ses lignes, tout ce qu'il pouvait lui avoir inoculé comme tares, revirent le visage dans l'ignominie stalinienne, il fut au premier rang, poussé par son besoin de parler, par son tempérament de « mas vu ».



De « Pour un œil, les deux yeux ; pour une dent, toute la gueule », du « Point-c'est la guerre », ce sycophante de car four du stalinisme français, ce Tata Hervé de l'« Humanité », passa à la collaboration et en toute amitié des tranches avec le maréchal Foch dans un livre « Ce que j'ai appris à la guerre à la main tendue aux généraux, aux fil au croix-de-tou Mermoz, et cetera... »

De « Paris-Berlin-Moscou », le retour au « terroir de France », le revint au « de la France aux Français » qu'il avait lancé avant 1914 dans ses années d'étudiant.

De la lutte antimilitariste, il revint à la compagnie des G.D.V., se passant : comment à Viroflay près des représentants de l'Etat-Major et du Sultan du Maroc. Après le « malheur d'être jeune » écrivit le « Bonheur d'être jeune ».

Ses palinodies et ses turpitudes se corraient difficilement. Il fit moult bêtises pour sortir de prison (voir la section de feu « le Casard enchaîné ») ; il faillit suivre Garchery, Seiller et (lorsqu'il trahissait le Parti communiste) et tentèrent de prendre « l'Humanité » ou de faire un quotidien pour couler le-ç.

Il n'y a que sur un point où il fut constant depuis qu'il fut happé par la dégénérescence : c'est dans la lutte contre « Trotskyisme », contre l'avant-garde révolutionnaire.

C'est lui qui tenta, en 1927, d'introduire en France, l'histoire de l'opposition II aux Blancs, à la faveur de cette provocation du Guepéou cherchant à introduire un de ses serviteurs, ex-officier de Wrangel, dans les rangs de l'opposition. C'est encore lui qui se signala en apportant lors des derniers procès de Moscou, la « villité la plus infâme envers Staline ».

Avait-il encore ou n'avait-il plus la « l'gion d'Honneur » ? Nous ne nous en souvenons plus. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui il a bien rattrapé ses « péchés de jeunesse » et la bourgeoisie peut lui rendre honneur. Si beaucoup de travailleurs avertis sont aujourd'hui affligés par sa « partition, le prolétariat ne tardera pas à lui rendre les vrais honneurs qui lui sont dus, à lui vouer la haine méritée par ce qui l'ont trahi.

Notre Souscription Un symp. anar. d'Ivry, versé par M., 5 fr. Bert, 60 fr. — 12^e Groupe, 27 fr. 60. — Arch 15 fr. — 15^e Groupe, 57 fr. — Pott, 40 fr. — 54 fr. — Argentine, 20 fr. — Vitry, 20 fr. — 8 pathisant de Vitry, 25 fr. — Jeanne (Phals mensuelle), 200 fr. — Toula, 30 fr. — Gent, 4 fr. — Ribot, 15 fr. — Puteaux, 40 fr. — 14^e Gro 70 fr. — Cail, 40 fr. — Clichy, 20 fr. Liste 20 fr. 75. — Marc, 100 fr. — Secteur Est Fionn Rouges, 60 fr. — George, 150 fr. — Liste 85 fr. — Liste 219, 65 fr. 60. — 12^e Groupe, 25 fr. — P. Dorogne, 30 fr. — Berthe, 50 fr. — Groupe, 85 fr. — Puteaux, 50 fr. — Rémy, 5 fr. — Raymond O, 10 fr. — Ray, 100 fr. — Groupe, 25 fr. — Argentuill, 10 fr. — Lyon, 25 fr. — Brauch, 25 fr. — Marcel, 30 fr. — Un Byrn thissant, 50 fr. — Ch... 41 fr. — Versé au lyo 80 fr. — Total : 1.811 fr. 50.

Bulletin d'Abonnement à la « Commune »

Nom et prénom Adresse

souscrit un 3 mois 5 f 6 mois 10 f Abonnement de 1 an 20 f

et adresse le montant au compte post Brauch 1773-07, Paris 66, faubourg Saint-Martin

Le Gérant : M. GUILLARD Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE » 86, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e)



L'EXPLOITATION DES MÉTAUX

Contre la vie chère, les renvois, les dangers de guerre, évite le fractionnement des grèves, prépare la grève générale pour le contrôle ouvrier en organisant ton conseil d'usine, en l'armant et en le reliant aux travailleurs des autres entreprises.

Les Métallos préparent de nouvelles luttes

La Fédération des Métaux est une des plus importantes Fédérations de la C.G.T., non seulement par le nombre de ses adhérents (800.000), mais aussi par son influence au point de vue économique, et par la combativité de ses membres.

Son passé avant la guerre et pendant la guerre, où, malgré l'Union Sacrée, elle fut à la pointe du combat dans les luttes revendicatives, comme dans la lutte contre la guerre : Saint-Etienne 1917, Paris 1919. Sans oublier l'après-guerre avec 1920, 1921, la scission, et enfin 1936, après l'unité, avec l'occupation des entreprises.

Le Syndicat des Métaux de la Région Parisienne représente, au sein de la Fédération, le syndicat le plus important avec ses 200.000 adhérents (contre 8.000 environ lors de l'unité syndicale avant juin 36). L'augmentation de ses effectifs, ainsi que sa pénétration dans les grandes usines d'automobiles (Renault, Citroën, Peugeot, Panhard, Hotchkiss), d'aviation, et dans les grosses entreprises de mécanique générale, d'électricité, de T.S.F., etc., sont dues au mouvement de juin 36 avec la nouvelle tactique employée (que les dirigeants voudraient aujourd'hui abandonner sous la pression patronale) : la grève avec occupation des usines.

La combativité des métallos a placé de tout temps leur Syndicat à la première place, avec les syndicats du bâtiment et l'avant-garde du prolétariat.

Il furent les premiers à tenir tête au capitalisme pendant la crise : rappelons les différentes grèves organisées et dirigées par les métallos, et notamment celle de chez Citroën en 1934, qui dura un mois. Cette grève, déclenchée par 18.000 ouvriers contre une diminution de salaire, ne fut vaincue que grâce à la complicité des pouvoirs publics. A cette époque, les Timbaud, Costes, Douvry, Frachon, ne possédaient pas d'auto, le syndicat n'avait pas de château.

Leurs conceptions étaient également différentes de celles d'aujourd'hui. Ils étaient pour la révolution. Leurs relations avec la bourgeoisie n'étaient guère courtoises ; la police était loin d'être considérée comme une amie ; quant aux membres des syndicats chrétiens, aux mouchards ou aux flics comme ceux de chez Renault ou de chez Citroën qui faisaient les jaunes, loin de leur tendre la main, on leur faisait au contraire voler du poing tendu.

Aujourd'hui, ils essaient au contraire d'atténuer cette combativité des métallos. La presse syndicale, celle des Métaux comme les autres, ne consacre plus les trois quarts de ses pages à faire de l'éducation syndicale et révolutionnaire, ni à dévoiler les attaques patronales, ni à impulser la riposte ouvrière. Au contraire, on demande aux ouvriers d'être brefs dans leurs comptes rendus d'usine, d'être conciliants, de ne pas démasquer ou critiquer l'attitude de certains chefs, mais plutôt de calomnier ceux qui ont conservé encore l'idéal et la combativité révolutionnaires, de les accuser de provocateurs, de les dénoncer comme « mauvais Français »... en attendant le jour de les faire passer dans l'autre monde, comme en Espagne ou en U.R.S.S.

Le Parti Communiste Internationaliste défend ce qui fut le programme du Parti Communiste dans sa période révolutionnaire, avant qu'il sombre comme aujourd'hui dans le nationalisme. Aux prolétaires de la métallurgie qui veulent obtenir sans tarder satisfaction pour leurs revendications les plus immédiates : augmentation des salaires, échelle mobile, renouvellement immédiat après modification des contrats collectifs, contre l'arbitrage, contrôle de l'embauchage et du débouchage, contre le chômage, qui veulent résister à la vie chère et à toute atteinte contre les 40 heures, le Parti Communiste Internationaliste dit : Ne vous en remettez pas à d'autres qu'à vous-mêmes. Ce ne sont pas des démarches dans les ministères qui vous préserveront du fascisme (les métallos allemands avaient encore

mieux que vous avant le triomphe d'Hitler). Seule, la lutte vous permettra d'obtenir satisfaction.

Dès maintenant, préparez-vous à la lutte pour imposer votre contrôle sur l'entreprise, c'est le moyen le plus efficace contre la vie chère, le sabotage patronal... et contre la commission d'enquête sur la production. Préparez la grève générale avec occupation des entreprises ; et n'oubliez pas que la lutte sera plus dure, qu'il faudra faire mieux que jouer de l'accordéon. Organisez à cet effet vos conseils d'usine.

Enfin, n'oubliez pas que ces revendications, que votre niveau d'existence ne sera amélioré que si vous mettez un terme au régime capitaliste. Voici les années que vous enrichissez vos patrons sans autre résultat qu'une existence précaire, avec la menace du chômage, des armements fascistes et surtout sous la menace de la guerre. Il est grand temps de sauver l'humanité en faisant tourner les usines pour vous-mêmes.

POURQUOI CETTE PAGE ?

Notre Parti Communiste Internationaliste, pendant quelques mois, a tenté de faire paraître assez régulièrement « L'Exploitation des Métaux ». Mais à la suite de l'augmentation du papier et des divers frais supplémentaires, il est dans l'obligation momentanée de suspendre sa parution indépendante, espérant, dans un avenir assez proche, avec le dévouement de ses membres et de ses sympathisants, pouvoir recommencer.

Le III^e Congrès de notre Parti, qui s'est tenu fin septembre, devant la nécessité de permettre à nos militants de maintenir des contacts étroits auprès de leurs camarades de travail, de parfaire leurs liaisons entre les différentes usines, a laissé au Comité Central le soin de rechercher le moyen de suppléer aux difficultés. D'où cette page.

Mais cette page ne suffit pas ; nous avons besoin du concours de tous ceux qui comprennent la gravité de la situation et de la nécessité de la lutte pour en assurer la plus large diffusion dans les entreprises. Il faut aussi que chaque travailleur qui aura lu et se sera pénétré de la nécessité de joindre ses efforts aux nôtres, entre en contact avec nous. Chacun, par sa contribution propre, par ses observations, ses critiques, ses désaccords, peut contribuer à préparer la prochaine bataille. Il n'y a ni temps à perdre ni effort à négliger.

Chez J. J. Carnaud, à Billancourt

On se rappelle les incidents dans cette boîte, peu après les assassinats de Clichy, où des Croix-de-Feu furent vidés avec les honneurs qui leur étaient dus. Rappelons aussi que des condamnations de prison frappèrent des ouvriers qui n'avaient pas fait leur programme de MM. Thorez et Frachon : la main tendue aux frères du S.P.F.

De nouveaux incidents viennent d'avoir lieu. Le patronat décida de fermer deux ateliers et de donner aux autres ateliers un travail différent, les uns continuant à faire 40 heures, les autres 32. Ainsi se trouva réintroduite la division parmi les ouvriers.

Assemblée générale. Sous la pression du Syndicat, les ouvriers acceptent licenciements et travail réduit. On leur demanda de changer « la Marcellaise ». Mais les discours font un et la réalité est souvent autre : vendredi dernier, devant l'usine, des plaques protestèrent contre les licenciements et contre le fait que certains allaient au travail pendant que les autres étaient au chômage partiel.

Le gouvernement régit, l'autre jour, l'agitation par l'intervention de la police. Mais c'est un petit procédé qui ne durera pas encore bien longtemps. Les Métallos sauront faire marcher les usines sans les patrons, et ils sauront à ce moment-là régler la production, non pour des intérêts privés, mais pour ceux de la collectivité ouvrière.

Métallos et chômeurs

Pour le moment les Métallos ne connaissent plus beaucoup de chômage. Quelques centaines de semaines, ils voient se profiler du chômage partiel, et même — en de rares endroits — du chômage total.

Mais même l'absence de chômage pour les Métallos, tandis qu'il subsistait dans d'autres corporations, doit faire réfléchir les Métallos. Chômage dans le Bâtiment, quand qu'on ne fait ni écoles, ni hôpitaux, ni autres travaux sérieux pour la collectivité. Mais travail dans les métaux, parce qu'il faut armer et surarmer à tout prix : mitrailleuses, tourelles, appareils de précision, cartouches, pièces de masques à gaz, etc... tout est préparé fébrilement. Pas un bouton de guêtre ne doit manquer pour la prochaine dernière.

Les Métallos ne sont pas du tout, comme

CE QU'ILS TIRENT DE NOUS

Quelques bénéfices réalisés par certaines firmes métallurgiques dans ces deux dernières années

AUTOMOBILES	
Société Française Ford. — Compte de l'exercice 1936 approuvé à l'Assemblée générale du 25 juin 1937 :	
En 1936 : Bénéfice net	1.408.739 francs.
En 1935 : Bénéfice net	291.976 francs.
FORGES ET ACIERIES	
Commercy. — Compte de l'exercice 1936 approuvé à l'Assemblée ordinaire du 13 mars 1937 :	
En 1936 : Bénéfice net	8.445.043 fr. 78
En 1935 : Bénéfice net	5.963.813 fr. 21
Senelle-Maubeuge :	
En 1936 : Bénéfice net	10.548.000 francs
En 1935 : Bénéfice net	9.986.000 francs
Hauts-Fourneaux et Fonderie de Pont-à-Mousson. — Assemblée ordinaire du 29 mai 1937 :	
En 1936 : Bénéfice net	13.171.000 francs
En 1935 : Bénéfice net	12.993.510 francs
MÉTALLURGIE GÉNÉRALE	
Société Métallurgique de Normandie :	
En 1936 : Bénéfice net	5.798.775 francs
En 1935 : Bénéfice net	4.152.361 fr. 10
Dividende porté de 16 francs à 20 francs.	
Freins Westinghouse :	
En 1936 : Bénéfice net	1.311.237 francs
En 1935 : Bénéfice net	248.710 francs
CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE	
Thomson-Houston :	
En 1936 : Bénéfice net	10.503.069 francs
En 1935 : Bénéfice net	7.129.416 francs
Jeumont. — Assemblée générale du 8 mai 1937 :	
En 1936 : Bénéfice net	13.169.838 francs
En 1935 : Bénéfice net	9.414.139 francs
Dividende passé de 22 fr. 50 à 30 francs.	
CONSTRUCTIONS NAVALES	
Forges et Chantiers de la Méditerranée :	
En 1936 : Bénéfice net	3.074.500 francs
Forges et Chantiers de la Gironde. — Comptes approuvés à l'Assemblée ordinaire du 9 juillet 1937 :	
En 1936 : Bénéfice net	5.174.053 francs
Ateliers et Chantiers de France. — Comptes approuvés à l'Assemblée ordinaire du 24 juin 1937 :	
En 1936 : Bénéfice net	1.322.774 fr. 28

DANS LES BOÎTÈS

la presse bourgeoise cherche à l'insinuer, parmi les autres couches de la population et surtout à la campagne, des gens qui veulent se faire des fortunes pendant que les autres se font casser la gueule. Ils ont été à l'avant-garde de la lutte prolétarienne. Ils veulent une société où il n'y aura pas de chômage et où ils ne feront pas du matériel de guerre, mais pour cela il faut une société sans capitalistes.

Aux diffuseurs H. B. à Clichy

Cette maison vient de fusionner avec la Maison Ora, de Montrouge, qui fait du matériel de T.S.F. En raison de cette opération de concentration capitaliste, les ouvriers de Montrouge connaissent le débouchage. De même ceux de la mécanique à Clichy, par ailleurs, on procède à de l'embauche. Le patron prétend qu'il n'a pas de commandes.

Les ouvriers des Diffuseurs H.B. sont inquiets. Quelles sont les intentions patronales ? Quels sont ceux qui ont embauché ? Des contacts vont être pris entre Montrouge et Clichy, des entrevues vont avoir lieu.

Chez Liore-Ollivier à Argenteuil

Pour l'augmentation, certaines catégories ont obtenu des rajustements mérités quoique bien inférieurs au coût de la vie.

Le plus typique, ce sont les chauffeurs ; ils avaient 9 fr. 50 de l'heure plus une prime de roulement de 20 francs par décade ; comme les autres, ils ont obtenu l'augmentation de 0 fr. 50 de l'heure, mais avec suppression de la prime, ce qui donne comme résultat : 0 fr. 14 de l'heure. Il est des pays où l'on donne pour ne plus reprendre, mais à la S.N.C.A.S.E. c'est différent ; il est vrai que nous sommes nationalisés (tout pour le Front Populaire).

La vie augmentera quand même (fautes payer les pauvres, pour enrichir les riches).

Nous pensons que, bientôt, les ouvriers comprendront !

D'ailleurs la motion votée récemment par la Section syndicale montre que si les ouvriers de chez Liore ont encore des illusions sur la direction syndicale, ils commencent à les perdre. Publiez donc cette motion que « l'Humanité », « le Populaire » et « le Peuple » ne publieront pas :

« Les camarades de la section syndicale S.N.C.A.S.E. d'Argenteuil, réunis au siège du Syndicat, 23, rue de Liège, au nombre de 350 environ, regrettaient l'absence du camarade Poirat, représentant des ouvriers au Conseil d'administration de la S.N.C.A.S.E., espérant que celui-ci leur fournirait des explications plausi-

bles sur son absence lors de leur prochaine assemblée générale.

Sur l'exposé ayant trait à l'examen de la situation générale, exposé fait par le camarade Hamlet, secrétaire de l'Union locale, sont les plus expressives réserves sur certaines propositions faites par le bureau fédéral, particulièrement en ce qui concerne les moyens envisagés pour accéder aux retraites aux vieux travailleurs ; les camarades estiment que la charge en incombe uniquement à ceux qui les exploitent.

N'admet pas l'appréciation de la C.A. sur la réponse faite par le président du conseil Chautemps, le 11 septembre, au mémoire déposé par la C.G.T., le 4 août 1937 ; en effet, dans cette réponse, il est prévu des sanctions pénales contre les ouvriers qui n'accepteraient pas un arbitrage qui serait nettement rendu contre eux ; cette réponse laisse également prévoir des demandes prochaines de dérogations à la loi de 40 heures, à 46 institué, avec, comme principal but, la résorption du chômage. A l'heure actuelle, il y a encore plus de 550.000 chômeurs ; en conséquence, il ne peut être question d'accorder des dérogations à la loi de 40 heures.

Après avoir exposé tous ces griefs, la section syndicale de la S.N.C.A.S.E. pense testafel que la Fédération des Métaux et la C.G.T. se ressaisissent et défendent avec un vigoureux accent les intérêts des ouvriers, particulièrement en ce qui concerne la lutte à mener contre la vie chère.

Chez Renault à Epinal

Les dirigeants de la C.G.T., comme ceux de la Fédération et du Syndicat des Métaux condamnent actuellement toute occupation d'usine, invoquant que cela est contre les engagements pris, que cela gêne le Gouvernement du Front Populaire dans l'accomplissement de ses tâches et de son programme et, de plus, que loin d'être efficace pour assurer une victoire aux ouvriers, elle augmente plutôt les dangers d'une défaite, enfin que les bons rapports, les bonnes ententes, que l'arbitrage sont suffisants et assez efficaces pour régler tout conflit.

Or, les ouvriers de chez Renault, à Epinal (Garage), viennent d'en faire l'expérience. Ayant déposé un cahier de revendications, ils eurent comme réponse le licenciement de quatre des leurs ; des menaces de renvoi étaient faites aux délégués ; et ces jours derniers, le chef de service qui sympathisait avec le personnel fut congédié. Immédiatement, les ouvriers protestèrent auprès de la direction par une lettre lui rappelant par la même occasion le cahier de revendications déposé. Aucune réponse n'étant donnée, les ouvriers et employés se mettent en grève le 6 octobre dernier et occupent l'entreprise.

« Pas de politique »

A toutes les réunions syndicales d'usines ou autres, nos bons dirigeants communistes ne cessent de rappeler que le syndicat est une grande famille, où tout le monde a les mêmes droits et que chacun doit respecter les idées de tous. Et, ma foi, ça se termine toujours par le même refrain : Nous, les Communistes, nous sommes pour la liberté de pensée, le respect politique de chacun, le droit d'opinion et la démocratie, etc., etc...

« Eh bien, dans l'organe mensuel du Syndicat des Métaux (Octobre, sixième page, deuxième colonne), paraît un petit article sur l'Espagne, sur lequel il faudra répondre, où les camarades trotskystes en prennent encore un coup avec les mensonges stalinien. Nous posons la question :

Où ou non, les dirigeants du Syndicat des Métaux vont-ils cesser de se servir de notre journal pour insulter des camarades ?

Où ou non vont-ils apprendre, avant de l'enseigner aux autres, ce que veut dire : liberté, respect, démocratie ?

Nous attendons leur réponse.

Un groupe d'ouvriers libre-penseurs adhérent au Syndicat des Métaux (C. G. T.).

Le Préfet des Vosges ayant convoqué le directeur, un délégué patronal du Contentieux de Billancourt déclarait ne pouvoir discuter tant que les locaux seraient occupés.

Le commissaire de police intervint pour l'évacuation, invoquant des engagements pris par les représentants patronaux en présence du Préfet. Les ouvriers eurent confiance dans la parole donnée et évacuèrent les lieux. Mais quelle ne fut pas leur surprise de recevoir, au lieu d'une convocation, des lettres de licenciement.

Aujourd'hui ces camarades, malgré une lettre adressée à nouveau au Préfet, sont sans travail, mais une fois de plus par les bons syndicaux, les ministères Front Populaire et les patrons fascistes.

Plus que jamais, à bas l'arbitrage obligatoire !

Maintenons l'occupation des usines !

Pour imposer le contrôle ouvrier, préparons-nous à la Grève générale !

Un ouvrier qui commence à voir clair.

Méfions-nous de la soupape de sûreté

Le mouvement de mécontentement général qui se manifeste, non seulement chez les fonctionnaires et les services publics (à qui on avait demandé de surseoir en juin 1936 à tout mouvement et toute augmentation de salaire, « pour le Gouvernement Front Populaire (Blum) qui venait d'être formé, appuyé par les Staliniens », en leur laissant entendre qu'ayant été plus favorisés que leurs camarades des Industries et Commerces privés dans ces dernières années, ils pouvaient attendre et faire confiance au nouveau gouvernement, et que tout finirait par s'arranger.

Aujourd'hui, tout le monde constate que rien ne s'arrange. Au contraire, tout va de mal en plus, malgré la continuation avec un nouveau gouvernement Front Populaire, un peu plus tricolore que le précédent, à se faire de moins en moins et à enrichir les petits bourgeois et bien que les partis « Socialiste et Communiste » soi-disant prolétariens sont devenus de plus en plus patriotes et partisans de l'Union Sacrée : « La France aux Français ».

Le mécontentement déborde. En plus des fonctionnaires, les ouvriers, les employés, les paysans, tous rouspètent et commencent à comprendre que la « pause » est trop longue, que les lois sociales sont constamment violées, que les licenciements se multiplient, que l'arbitrage est une vaste fumisterie qui permet au patronat de jeter à la rue des milliers d'ouvriers pendant des mois (exemple : Manufacture d'Armes de Saint-Etienne, Gilardoni à Essonne, etc.), que l'assaut de la bourgeoisie contre les 40 heures devient générale, que le Gouvernement, avec l'approbation de la C.G.T., fait faire une enquête sur la production, que des usines ferment, diminuent les heures de travail, comme chez Renault), que pour les rajustements de salaires on attend des mois (exemple : les Métaux parisiens qui attendent depuis juin 37, que la préparation du renouvellement des contrats collectifs, qui ont à régler l'embauchage, le débouchage, les salaires, la constitution d'une caisse autonome pour les congés payés, l'augmentation des pouvoirs des délégués et leur assurance à la garantie du travail pendant la durée de leurs mandats, se fait attendre.

Aussi les dirigeants des Métaux Parisiens, de la Fédération et de la C.G.T. commentent-ils eux aussi à jeter du lest et à voter des résolutions réclamant d'activer la procédure. La soupape de sûreté est en train de se gripper, font-ils savoir aux bourgeois, et une explosion pourrait bien éclater. Aussi ne se passe-t-il pas de jour où Jouhaux, Frachon, Lacamond, Belin, Bothereau et autres ne crient aux sabotages, de la production, à la manoeuvre ; ils essaient de renverser la vapeur pour gagner du temps et obtenir des ouvriers une prolongation.

Devant cette situation, notre Parti Communiste Internationaliste se range à côté des

ouvriers, pour leur dire : plus de concessions, plus de promesses, plus d'attente, plus de « pause ». Préparez-vous à riposter à l'offensive patronale par la contre-offensive ouvrière, organisez-vous, formez dans chaque entreprise, petite ou grande, des Conseils, avec la représentation de toutes les tendances et de toutes les catégories de travailleurs ; préparez méthodiquement cette contre-offensive ; les difficultés seront plus grandes qu'en juin 1936. Le patronat, les pouvoirs publics, les bandes de Casimir et de Doriot ont compris et retenu la leçon, et se sont préparés à la riposte. Nos tâches sont donc plus grandes ; avec les dirigeants syndicaux ou sans eux, préparons-nous, nous n'avons plus une minute à perdre.

Dans cette lutte, le Parti Communiste Internationaliste sera à vos côtés ; malgré les accusations et les calomnies, il continuera avec ses militants à lutter jusqu'à la révolution prolétarienne, jusqu'à la victoire du prolétariat.

A l'assemblée des métallos du XII^e

Comment a été obtenue l'évacuation de la SIMCA

Samedi dernier, s'est tenue à la Maison des Métallos, l'Assemblée générale des Métallurgistes du XII^e arrondissement. Cinq cents camarades de diverses sections syndicales de cet arrondissement étaient présents.

Le Secrétaire du Comité local, le camarade Cattaneo, exposa le rapport d'activité des six mois écoulés entre la dernière assemblée et celle-ci.

Plusieurs camarades des sections d'usines prirent ensuite la parole. Tous déclarèrent accepter les rapports moral et financier, mais protestèrent contre la lenteur apportée dans le domaine des revendications, en particulier sur les rajustements de salaires attendus depuis juin 1937, sur les licenciements, la diminution des heures de travail, sur le désintéressement du syndicat vis-à-vis des petites entreprises. Plusieurs résolutions furent lues dans ce sens ; une particulièrement qui ne put être commentée, le temps de parole étant limité, mais néanmoins le camarade après avoir indiqué qu'elle avait été adoptée par l'ensemble de sa section syndicale, insista en particulier sur la Commission d'enquête sur la production, sa composition, ses méthodes, démontrant que son seul but était d'exiger l'abrogation de la loi de 40 heures, d'augmenter la production sans augmentation de salaire, et de renforcer le chômage. Il protesta aussi contre la participation des ouvriers à la retraite des vieux travailleurs, réclamant le vote immédiat de cette loi, dont le gouvernement et le patronat devaient faire seuls les frais ; insistant, comme l'ensemble des délégués, contre les méthodes du Gouvernement du Front Populaire, vis-à-vis des Espagnols réfugiés en France, il réclama, pour les anti-fascistes retour d'Espagne, le droit d'asile, dénonçant les moyens employés par les fonctionnaires de M. Dormoy pour soulever quelques sous, Il termina en posant au délégué du Syndicat trois questions : 1^o sur l'arbitrage, citant le cas de la Manufacture de Saint-Etienne ; 2^o sur le conflit de la S.I.M.C.A. ; 3^o sur les occupations d'usines.

Le camarade Cattaneo répondit tout d'abord que pour les petites entreprises, le Syndicat avait pris ces dispositions, par la division en secteurs, que pour les revendications le Syndicat fait le maximum. Il répondit plus particulièrement aux questions posées par un délégué.

1^o Sur l'arbitrage, tout en reconnaissant les lenteurs de la procédure, il fallait en user, rappelant qu'au cas où la lenteur s'accroissait, on pourrait envisager d'autres moyens.

2^o Sur le conflit de la S.I.M.C.A., il avoua que le Syndicat, (en la personne de Timbaud), avait été amené en effet, devant l'attitude de Chautemps, résolu à employer la force armée pour faire évacuer l'usine, à obtenir de faire pression sur les ouvriers pour évacuer d'eux-mêmes l'usine. On les laissa ainsi près de huit jours sans travail, on abandonna les 49 licenciés aux bons soins de l'arbitre, ne pouvant simplement faire revenir la direction que sur le licenciement de trois membres dont le secrétaire de la Section syndicale.

3^o Sur les occupations des usines, le camarade s'opposa à ce moyen, expliquant qu'on ne pouvait rompre le Front Populaire (même avec ces radicaux qui sont toujours disposés à trahir ou à se dégonfler comme au 6 février 1934) et essaya de justifier que les occupations d'usines, à l'heure actuelle, n'étaient pas le moyen idéal pour lutter contre le patronat, le Syndicat ayant des œuvres sociales et qu'il pourrait les frapper si des ouvriers occupaient les usines ; pour combattre les occupations d'usines il osa citer les exemples de Saint-Etienne, de la « Soie » et termina en faisant appel à la discipline.

Le responsable du Syndicat qui intervint ensuite dans le même sens, essayant de dégarer les responsabilités des dirigeants et réclamant la confiance au Syndicat.

Un Syndicat révolutionnaire.

« Pas de politique »

A toutes les réunions syndicales d'usines ou autres, nos bons dirigeants communistes ne cessent de rappeler que le syndicat est une grande famille, où tout le monde a les mêmes droits et que chacun doit respecter les idées de tous. Et, ma foi, ça se termine toujours par le même refrain : Nous, les Communistes, nous sommes pour la liberté de pensée, le respect politique de chacun, le droit d'opinion et la démocratie, etc., etc...

« Eh bien, dans l'organe mensuel du Syndicat des Métaux (Octobre, sixième page, deuxième colonne), paraît un petit article sur l'Espagne, sur lequel il faudra répondre, où les camarades trotskystes en prennent encore un coup avec les mensonges stalinien. Nous posons la question :

Où ou non, les dirigeants du Syndicat des Métaux vont-ils cesser de se servir de notre journal pour insulter des camarades ?

Où ou non vont-ils apprendre, avant de l'enseigner aux autres, ce que veut dire : liberté, respect, démocratie ?

Nous attendons leur réponse.

Un groupe d'ouvriers libre-penseurs adhérent au Syndicat des Métaux (C. G. T.).

Le Préfet des Vosges ayant convoqué le directeur, un délégué patronal du Contentieux de Billancourt déclarait ne pouvoir discuter tant que les locaux seraient occupés.

Le commissaire de police intervint pour l'évacuation, invoquant des engagements pris par les représentants patronaux en présence du Préfet. Les ouvriers eurent confiance dans la parole donnée et évacuèrent les lieux. Mais quelle ne fut pas leur surprise de recevoir, au lieu d'une convocation, des lettres de licenciement.

Aujourd'hui ces camarades, malgré une lettre adressée à nouveau au Préfet, sont sans travail, mais une fois de plus par les bons syndicaux, les ministères Front Populaire et les patrons fascistes.

Plus que jamais, à bas l'arbitrage obligatoire !

Maintenons l'occupation des usines !

Pour imposer le contrôle ouvrier, préparons-nous à la Grève générale !

Un ouvrier qui commence à voir clair.